

# L'argent de la corruption doit être récupéré

Tébessa

## Un terroriste capturé

Page 24

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Il est «stable» par rapport à l'année précédente affirme le ministre

# Un taux de réussite de 55,47% au BEM

Le taux de réussite aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) est «stable» par rapport aux années précédentes, reflétant «le rendement scolaire stable» des élèves, a estimé, hier, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed.

Page 2



De nouveaux écrans géants installés à Oran

## La fièvre de la CAN s'empare de la ville



**D**eux nouveaux écrans géants viennent d'être installés par les services de l'APC d'Oran pour permettre aux citoyens de suivre les rencontres de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui se poursuit actuellement en Egypte, notamment celles de la sélection algérienne.

Le théâtre de verdure Hasni Chakroun et le jardin méditerranéen ont été choisis pour abriter les deux écrans géants qui viennent de s'ajouter à celui installé dès le début de la CAN, le 21 juin en cours.

La précédente sortie des Verts, la deuxième dans la compétition, jeudi dernier, contre le Sénégal (1-0), avait attiré une grande foule au niveau de l'esplanade du jardin Sidi-Mhamed où a été posé le premier écran géant.

Une ambiance des grands jours avait marqué les lieux pour l'occasion, et la fête fut totale notamment après le précieux succès de l'Equipe nationale qui lui a permis de valider prématurément son billet pour les 8èmes de finale de l'épreuve, tout en s'assurant de terminer la phase de poules à la première place de son groupe C.

L'engouement suscité par l'actuelle participation de la sélection algérienne au rendez-vous continental au sein de la population oranaise rappelle, on ne peut mieux, les épopées des éliminatoires et des phases finales des Coupes du monde de 2010 et 2014 en particulier, témoignent plusieurs citoyens.

Depuis le Mondial brésilien (2014) d'ailleurs, l'Equipe nationale a cessé de procurer de la joie à son public. Il a suffi qu'elle s'illustre au cours de ses deux premières sorties africaines dans le pays des «Pharaons» pour que la fièvre de la CAN s'empare désormais des habitants d'El Bahia, tous mobilisés derrière la bande de l'entraîneur Djamel Belmadi.

Page 15

Saison estivale

## Plus de 80 000 policiers mobilisés

Page 24



Il est «stable» par rapport à l'année précédente affirme le ministre

## Un taux de réussite de 55,47% au BEM

Le taux de réussite aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) est «stable» par rapport aux années précédentes, reflétant «le rendement scolaire stable» des élèves, a estimé, hier, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed.



Par Massi Salami

Lors d'une conférence de presse animée en marge d'une journée d'études sur les activités du «Plaisir de lire au service des personnes aux besoins spécifiques», le ministre a précisé que «le taux de réussite aux épreuves du BEM (session 2019) a atteint 55,47 %, tandis que le taux d'admission est de 66,73%», qualifiant ce taux de «stable» et «proche» du taux de réussite enregistré l'année précédente (56,88%).

Cette année, plus de 630 000 candidats ont passé le BEM, à travers le territoire national, pour pouvoir accéder au cycle secondaire.

Ainsi, les élèves qui ont obtenu une moyenne égale ou supérieure à 10/20 à cet examen ont été

automatiquement admis en première année secondaire, ainsi que ceux dont l'addition de la moyenne obtenue au BEM et de la moyenne annuelle de l'évaluation continue est égale à 10/20.

Intervenant lors d'une conférence de presse sur les préparatifs des examens scolaires nationaux (session 2019), organisée mi-avril dernier, le ministre de l'Education nationale avait affirmé que toutes les mesures avaient été prises pour assurer le bon déroulement des examens nationaux. Un pari gagné, puisque la fuite des sujets, tant appréhendée, n'a finalement pas eu lieu grâce aux mesures prises par les autorités publiques.

Parmi les mesures décidées, l'installation de brouilleurs octroyés par le ministère de la Défense nationale aux annexes

de l'Office national des examens et concours (Onec) pour lutter contre la fraude durant les examens nationaux, l'interdiction de toute tentative de fuite de sujets par voie électronique, le dépôt des téléphones portables et de tout moyen de communication à l'entrée des centres d'examen et la garantie du transport des candidats habitant les zones enclavées au niveau de chaque wilaya.

Aussi, le premier responsable du secteur avait indiqué que tout retardataire a le droit d'accéder au centre d'examen entre 8h et 8h30, avec inscription de son nom sur le registre réservé aux retardataires. Au-delà de cette heure (8h30), l'accès au centre est formellement interdit à tout candidat, pour éviter que les sujets ne soient publiés sur les réseaux sociaux.

Les mêmes dispositions étaient applicables lors des épreuves de l'après-midi qui avaient débuté à 15h.

Par ailleurs, le ministre a annoncé, hier, l'annulation de l'épreuve de langue française pour les examens professionnels de promotion du secteur, prévus le 16 juillet courant, estimant que cette décision permettra aux fonctionnaires du secteur d'accéder aux grades supérieurs et ce, en application de l'arrêté de 2014. Cependant, l'épreuve des technologies de l'information et de la communication est maintenue.

Concernant les épreuves de recrutement externe, M. Belabed a fait savoir que ces dernières seront enrichies, en sus de l'introduction d'autres langues pour la spécialité des langues étrangères. **M.S.**

Blida

## Extinction de l'incendie du Parc national de Chréa

Les services de la Protection civile de la wilaya de Blida ont réussi à éteindre l'énorme incendie, qui s'est déclaré, avant-hier samedi soir, au Parc national de Chréa, a indiqué, hier, un communiqué rendu public par ce corps constitué.

Selon le document, l'incendie, qui s'est déclaré au niveau de la forêt de la région de l'Oued Belat du Parc national de Chréa, où il a ravagé différentes essences forestières, végétaux et maquis, tout en menaçant de se propager à la forêt voisine de Hak Feraoune, «a été totalement éteint aux environs de 22h30mn de la nuit de dimanche», est-il précisé.

Outre les services de la protection civile de Blida, la maîtrise de cet incendie a, également, mobilisé des éléments de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de la Protection civile de Dar El Beida (Alger), des services des forêts et du Parc national de Chréa, selon la même source, qui a souligné la difficulté de l'opération, eu égard aux fortes chaleurs et aux aspérités difficiles de la région.

Pour éviter tout risque de retour de flammes, les lieux seront surveillés jusqu'à la fin de la journée d'hier, est-il, par ailleurs, indiqué, dans le même communiqué, signalant une opération en cours en vue de recenser les dégâts occasionnés par ce feu de forêt.

Plus d'une centaine d'agents (de différents grades) de la Protection civile, soutenus par 25 camions anti-incendie, dont une dizaine de véhicules tout-terrain, ont pris part à l'extinction de cet incendie. **K. M.**

Secteur industriel public

## Hausse des prix à la production

Les prix à la production du secteur industriel public (hors hydrocarbures) ont connu une hausse de 0,6% au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018, a appris dimanche l'APS, auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, les prix à la production ont augmenté de 2,6% durant les trois premiers mois de 2019, précise l'Office.

Cette variation haussière des prix sortie-usine a été tirée essentiellement par les secteurs des industries, respectivement, des bois, des textiles, des mines et carrières, des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques (Ismmee), des industries chimiques et enfin des matériaux de construction.

Durant les trois premiers mois de 2019 et par rapport à la même période de l'année dernière, la

plus forte augmentation des prix à la production a été enregistrée dans les industries des bois, liège, papier, qui ont affiché un relèvement de 6,7% par rapport à la même période de 2018.

Deux activités ont influé sur ces résultats : la fabrication et transformation du papier (+19,4%) et l'industrie du liège (+5,7%).

Les prix à la production des industries des textiles ont également connu une hausse de 6,1%, en raison de la croissance des prix des biens intermédiaires (+9,2%) et de la fabrication des biens de consommation (+3,5%).

Les prix à la production du secteur des mines et des carrières ont augmenté de 4,2%, a fait savoir l'ONS, ajoutant que toutes les activités relevant du secteur ont affiché des augmentations.

En effet, les plus importants ont été enregistrés dans la branche extraction du minerai de phos-

phates (+5,6%) et celle du minerai de matières minérales (+5,2%).

Les industries chimiques ont aussi connu une hausse de 0,7% des prix à la production. Cette tendance est due, essentiellement, à la hausse des prix des autres produits chimiques (+2,8%).

Une reprise à la hausse de 0,5% a caractérisé les prix à la production des Ismmee au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 par rapport au dernier trimestre 2018.

La majorité des activités relevant de ce secteur a connu des hausses dans les prix sortie-usine, notamment ceux de fabrication des biens d'équipements métalliques (6,6%), les biens de consommation métallique (3%) et des biens de consommation électrique (+2,3%).

Une hausse de 0,2% des prix a caractérisé les matériaux de construction, céramique et verre, induite particulièrement par aug-

mentation des prix des matériaux de construction et produits rouges avec (+2,4%).

D'autre part, l'Office a relevé des baisses des prix à la production qui ont caractérisé les industries des cuirs et chaussures, les industries agroalimentaires et le secteur de l'énergie.

Les prix de fabrication de la branche des cuirs et chaussures ont reculé de -1,5%, due principalement, à une baisse de -3,6% des biens intermédiaires en cuirs.

Même tendance a concerné les prix à la production des industries Agroalimentaires, qui ont baissé de 0,9%. Une variation induite, particulièrement, par la baisse des prix des produits alimentaires pour animaux et le travail de grains avec respectivement (-2,8%) et (-0,3%).

Quant au secteur de l'énergie (électricité), les prix à la production ont été marqués par un recul de

0,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018.

Les prix à la production durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2019 et par rapport à la même période en 2018 ont augmenté de 2,6%.

Les plus remarquables augmentations ont touché, essentiellement, les industries des Textiles (+9,6%), des bois, liège et papier (+8,5%), les Mines et carrières (+8,1%) et l'Agroalimentaires (+3,1%).

D'autres branches ont également connu des hausses de prix à la fabrication, mais de moindre ampleur. Il s'agit, notamment, des Ismmee avec +1,6%.

Pour rappel, l'évolution moyenne annuelle des prix à la production industrielle publique hors hydrocarbures sur toute l'année 2018, avait augmenté de 2,1% par rapport à 2017. **R. E.**

Selon le ministre de la Justice

# L'argent de la corruption doit être récupéré

L'Etat fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. En témoigne la vague d'arrestations et de poursuites judiciaires effectuées ces derniers temps. Le phénomène étant d'une ampleur «inimaginable» comme l'a souligné hier, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, qui promet de «récupérer l'argent volé»



Par S. A. Mohamed

**L**e ministre de la Justice, Slimane Brahimi, s'est en effet longuement exprimé dimanche dans son discours sur la lutte contre ce fléau que mène l'Etat, estimant que «son ampleur est beaucoup plus importante qu'on l'imaginait». S'exprimant à l'Ecole supérieure de la magistrature dans le cadre d'un séminaire consacré à la corruption, le garde des Sceaux, qui n'hésite pas à faire un parallèle entre ce phénomène et celui du terrorisme, considère que la lutte ne peut être efficace qu'avec «la récupération de l'argent volé» qui se trouve au niveau des paradis fiscaux. Le ministre rappelle que l'Algérie a signé des

conventions internationales avec des pays qui permettent d'envisager un partenariat entre la justice algérienne et ses homologues étrangères. Slimane Brahimi a soutenu que la corruption a sapé les fondements de l'Etat national, provoquant, du coup, une perte de confiance entre les citoyens et les institutions de l'Etat, rappelant que la prévention et la lutte contre ce phénomène demeurent la priorité de l'heure. «Il faut récupérer cet argent pour protéger les droits des générations futures», estime le ministre qui rappelle que «le juge travaille en toute autonomie, n'obéissant qu'à sa conscience et à la loi», en réponse aux réserves de l'opposition, selon laquelle l'opération «mains propres» n'est qu'une instrumentalisation

de la justice pour des fins de règlement de compte. Pour rappel et dans nombre de ses discours, le chef d'état-major de l'ANP, Gaïd Salah évoque souvent ce fléau, promettant une lutte sans merci. Jeudi dernier il a réaffirmé que le processus de lutte contre la corruption se poursuivra, avec «résolution, rigueur et constance avant et après la présidentielle». «Ils veulent protéger la corruption en reportant la lutte lancée contre elle. Et c'est là le mode d'action des corrupteurs ennemis du peuple et de la patrie. Aussi, point de concession ni de report dans le processus de lutte, mais se poursuivra, avec l'aide d'Allah et Sa Force, avec résolution, rigueur et constance avant et après la présidentielle, car le futur président élu sera du

côté du peuple et de son pays et sera ainsi telle une épée face à la corruption et les corrupteurs», a déclaré le chef d'état-major devant les cadres et les élèves de l'Académie militaire de Cherchell. «Aucun espoir que la corruption persiste dans notre pays. Point d'horizons aux corrupteurs et notre pays reprendra son chemin de nouveau sur des fondements solides où la loi régnera et la légitimité constitutionnelle prévaudra», a-t-il assuré, rappelant, à cet effet, que «des instigateurs de la bande et leurs complices ont tenté, durant des années, de tuer l'espoir dans les esprits des Algériens». Ainsi donc tous les efforts sont consentis pour éradiquer ce fléau nocif pour l'économie nationale. **S. A. M.**

Association de lutte contre la corruption

## Djilali Hadjadj souhaite voir les dossiers ouverts de «manière totale»

De nombreuses affaires de corruption impliquant de hauts responsables politiques, des dirigeants d'institutions publiques et des chefs d'entreprises jusque là épargnés, sont depuis quelques semaines portées devant la justice et leurs auteurs écroués dans l'attente de leur procès.

S'exprimant, hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, le président de l'Association nationale de lutte contre la corruption, se félicite que ces dossiers, déjà connus par le grand public, soient ouverts, souhaite toutefois qu'ils le soient de manière totale.

Commentant, à titre d'exemple, l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, M. Djilali Hadjadj rappelle que le coût de celle-ci a été surévalué et que le montant des détournements auxquels elle a donné lieu avoisine le milliard de dollars.

Citant également l'affaire de pots-de-vin impliquant SNC-Lavalin installée en Algérie, l'intervenant affirme que les sommes versées par cette multinationale canadienne «ces dernières années, à des responsables algériens, dépassent les 400 millions de dollars.

Evoquant, d'autre part, les avoirs illicites de «dignitaires algériens» dissimulés en France, il fait part des difficultés à les récupérer, le gouvernement de ce pays, qu'il qualifie de «gangster mafieux», ne disposant pas des instruments législatifs pour pouvoir le faire.

Mais pour autant, observe M. Hadjadj, qu'un Etat étranger accepte de restituer les avoirs dérobés au pays, faudrait-il encore, souligne-t-il, que celui-ci soit dirigé par un gouvernement disposé à lutter contre la corruption.

Estimant qu'en ce qui concerne ce phénomène l'Algérie a une «très mauvaise image à l'étranger», il prévient qu'en l'absence d'une réelle volonté politique, d'avancée démocratique et d'une justice indépendante, des pays acceptant de restituer les fonds détournés, trouveraient prétexte à dire que ces derniers risquent de repartir dans les circuits parallèles.

Citant des «pratiques horribles» impliquant des responsables de société étatiques, à l'exemple de Sonatrach, mis à jour par la justice américaine, l'intervenant constate qu'en dépit de documents envoyés à la justice algérienne, celle-ci «n'a jamais voulu ouvrir ces dossiers».

R. N.

APN

# Bouchareb dément la convocation d'une réunion du bureau

**L'**Assemblée populaire nationale (APN) a rendu public, dimanche soir, un communiqué dans lequel elle précise que son Bureau «n'a pas été convoqué en ce jour», ajoutant que «c'est le président de l'APN qui convoque les réunions du Bureau, lesquelles se déroulent sous sa présidence», conformément au règlement intérieur de l'APN.

«Au vu des contrevérités contenues dans un document faisant mention d'informations sur une prétendue réunion du Bureau de l'Assemblée, en ce dimanche 30 juin 2019, il convient de rappeler que le Bureau de l'Assemblée, dont les réunions sont convoquées et présidées par le président de l'APN conformément aux articles

18 et 09 du règlement intérieur de l'APN, n'a pas été convoqué en ce jour», lit-on dans le communiqué de l'APN.

Le Bureau tient ses réunions et prend ses décisions en présence de la majorité de ses membres, et de ce fait, «ses décisions prises d'une manière officielle, ne sauraient être révoquées par une réunion non-conforme aux prescriptions juridiques et en présence de celui dont la vacance de siège a été établie et qui a été remplacé, selon les procédures constitutionnelles et juridiques suivies en la matière», affirme le communiqué. «Une réunion du Bureau de l'Assemblée ne saurait se tenir avec seulement cinq membre et en l'absence du prési-

dent, la voix du président étant prépondérante, sachant que le bureau comprend neuf membres en plus du président».

«On ne peut pas prétendre veiller au bon fonctionnement de l'APN et, dans le même temps, tenir des réunions entamant la stabilité de cette dernière et reflétant une image négative à l'opinion publique», ajoute le communiqué, soulignant que «tout un chacun doit faire montre d'un haut sens de responsabilité, notamment à la veille de la clôture de la session parlementaire ordinaire après une année d'action parlementaire et législative».

A rappeler que les membres du Bureau de l'APN réunis, dimanche, en séance extraordi-

naire avaient annoncé dans un communiqué, leur décision de «retirer la confiance de M. Mouad Bouchareb en sa qualité de président du Bureau, d'annuler l'ensemble des décisions prises lors de la dernière réunion du Bureau tenue le 27 juin 2019, tout en appelant M. Bouchareb à démissionner immédiatement de la présidence de l'Assemblée en vue de préserver la stabilité de l'institution législative et du pays». Cette réunion était intervenue, selon un premier communiqué, conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement intérieur de l'APN et intervenait «au vu des développements qu'a connus récemment l'Assemblée, lesquels ont eu un impact négatif

sur le bon fonctionnement de cette instance et engendré un blocage au niveau de ses structures et des groupes parlementaires».

Par ailleurs, les groupes parlementaires réunis dimanche avaient annoncé, dans un communiqué, l'annulation des deux séances plénières prévues hier et aujourd'hui. Il s'agit des présidents de groupes parlementaires des formations politiques suivantes : Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement nationale démocratique (RND), Tajamoue Amel Djazaïr (TAJ), Union Ennahda-Adala-Bina, le Mouvement populaire algérien (MPA) ainsi que le groupe parlementaire des indépendants. **R. N.**

Règlement du conflit du Sahara occidental

# Une solution «importante» pour la sécurité du Maghreb et du Sahel

**Le règlement du conflit du Sahara occidental, consacrant l'indépendance de territoire, constitue une solution «importante» pour la sécurité et la stabilité du Maghreb et du Sahel, se sont accordés, vendredi à Paris, plusieurs intervenants dans un colloque à l'Assemblée française.**



Organisé pour la troisième fois dans l'enceinte même de la première chambre parlementaire française, le colloque sur le Sahara occidental a permis aux différents intervenants (universitaires, politiques, militants) d'examiner la question sous l'angle des défis sécuritaires dans la région du Maghreb et du Sahel.

L'organisateur de ce colloque, le député communiste, Jean-Paul Lecoq, avait déclaré à l'APS, que «c'est bien que cette question soit posée à l'intérieur même de l'Assemblée nationale puisqu'on parle du droit d'un peuple».

Pour lui, le premier impact de ce colloque c'est pour dire «qu'on n'oublie pas, que cette cause-là doit rester d'actualité et c'est important de maintenir la flamme». C'est en substance le point de vue de Carlos Ruiz Miguel, professeur en droit constitutionnel à l'Université Santiago de Compostelle, qui a affirmé que le colloque est venu «à point» pour contrecarrer l'argumentaire de l'occupant marocain qui veut se présenter aux Occidentaux comme un rempart «solide» en matière de lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine.

Cet universitaire, très méticu-

leux, a pratiquement déconstruit le discours officiel du Maroc, au sujet de la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale, relevant des «contradictions flagrantes» entre le discours et la pratique. Il a fait savoir, que pour la drogue, le Maroc, qui reste l'un des plus gros producteurs et exportateurs de cannabis, ne s'est jamais prononcé pour la lutte contre le trafic qui constitue, selon lui, l'un des défis sécuritaires dans la région.

En ce qui concerne la lutte antiterroriste, le professeur Carlos Ruiz Miguel s'est contenté d'une déclaration du ministre de l'Intérieur du roi Hassan II, Driss Basri, qui avait reconnu, lorsqu'il était en exil en France, que le terrorisme des années 1990 en Algérie était soutenu par le Maroc.

## Le Maroc contribue à la déstabilisation de la région

Dans ce contexte, le député Le Coq a soutenu dans son intervention que le Maroc contribue «largement» à la déstabilisation de la région avec son occupation du Sahara occidental et de son refus d'appliquer le droit international qui prévoit le principe d'autodétermina-

tion du peuple sahraoui.

Pour lui, la sécurité dans la région, à commencer par le règlement de la question sahraouie, est «point crucial» dans la stabilité de l'Europe et du monde.

C'est-là où la diplomatie française et les médias français, dans leur ensemble, ont été pointés du doigt dans le sens où des intervenants ont relevé la «duplicité» de l'Etat français et le «traitement inégal» de la presse en comparant ce qui se passe au Mali avec le conflit du Sahara occidental qui est dans une situation «ni guerre ni paix». A cet effet, Sébastien Boulay, professeur à Paris-Descartes et responsable de l'Observatoire universitaire international du Sahara occidental (Ouiso), a fait constater que le terrorisme «ne touche pas les Sahraouis (dans les territoires occupés et dans les camps de réfugiés), alors que la région est infectée de groupes terroristes». Il a expliqué cette situation par le fait que les Sahraouis s'inscrivent dans un Islam de paix, avec une religiosité émancipatrice qui prône la non-violence.

L'attitude pacifique des Sahraouis a été longuement expliquée par le représentant du Front Polisario en France, Oubi

Bouchraya, qui a énuméré les efforts de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), déployés dans les territoires libérés, en matière de lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et l'immigration clandestine, malgré le fait que le Sahara occidental se trouve dans un processus de décolonisation «inachevée».

«Le Sahara occidental, dans une situation de décolonisation inachevée, se trouve impliqué dans la lutte face aux défis auxquels est confrontée la région», a-t-il dit, soutenant que le mur de la «honte» érigé par le Maroc entre les territoires occupés et ceux libérés, est le «principal passage» de la drogue en provenance de ce pays.

## «Ni guerre ni paix» au Sahara occidental favorise les menaces sécuritaires

Pour lui, l'apparition de la situation de «ni guerre ni paix» a favorisé celle des menaces sécuritaires dans la région qui a obligé l'armée sahraouie de lutter contre le trafic de drogue et le crime organisé, indiquant que les autorités sahraouies ont des mesures supplémentaires pour lutter contre les groupes terro-

ristes qui veulent déstabiliser la région ou porter aux Sahraouis la casquette du terrorisme dans leur lutte pacifique pour l'indépendance.

L'universitaire mauritanien, Slimane Cheikh Hamdi, de l'université de Nouakchott, a montré dans son analyse que la région du Sahel est un «portail sécuritaire» pour l'Europe et le monde, qui nécessite une vision globale des menaces sécuritaires, incluant le règlement du conflit du Sahara occidental dans le cadre des résolutions des Nations unies. «Nous ne pouvons pas traiter les défis du Sahara occidental sans parler de la région du Sahel. Nous ne pouvons pas dissocier les défis sécuritaires au Sahara occidental des défis de la région du Sahel. C'est pour cela que ça nécessite un traitement global des défis auxquels sont confrontés les pays de la région», a-t-il dit, notant que le trafic de drogue, le terrorisme et l'immigration clandestine sont le «fondement» des défis sécuritaires de la région. Il a ajouté que «chaque trafic est protégé par un terroriste et chaque terroriste se nourrit du trafic de drogue». Pour sa part, le professeur algérien, Abdelkader Abderrahmane, à l'université de Lyon, a souligné que la convoitise sur le Sahara occidental ne se repose pas «uniquement» sur les ressources naturelles, mais «elle est liée aux aspects géostratégiques», ajoutant que dans cette vision de traitement global de la sécurité de la région, «il ne faut pas dissocier le Maghreb du Sahel». Il a montré, dans son intervention, le rôle de «leader régional» de l'Algérie dans son approche vis-à-vis des défis sécuritaires de la région.

«L'Algérie assume son rôle de leader régionale dans la lutte antiterroriste, même si elle ne l'assume pas ouvertement. L'armée est très active pour la stabilité et la sécurité de la région», a-t-il soutenu, mettant en évidence les efforts de l'Algérie dans la résolution des crises dans la région (Sahara occidental, Libye, Mali), et son étroite collaboration avec la Tunisie dans la lutte antiterroriste. Pour lui, la sécurité de la région ne sera pas totale, si le conflit du Sahara occidental n'est pas réglé.

H. T.

Invité à l'investiture du nouveau président Laurentino Cortizo Cohen

# Le président Ghali se rend au Panama

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Brahim Ghali, s'est rendu au Panama pour assister à l'investiture du président élu, Laurentino Cortizo Cohen, et aux commémorations du centenaire de la fondation de Panama, ont rapporté dimanche des sources médiatiques sahraouies.

Arrivé samedi dans la capitale panaméenne à l'invitation du gouvernement de ce pays, le président sahraoui a été accueilli à l'aéroport international de Tocumen par des représentants des autorités nationales panaméennes, où une unité militaire en service lui a rendu les honneurs militaires, a indiqué l'agence sahraouie SPS.

S'exprimant à la presse locale et internationale, M. Ghali a réaffirmé, à l'occasion, que «les relations historiques entre les deux peuples et les deux Etats sont fortes», réité-

rant son souhait de consolider davantage ces relations dans l'avenir.

Le président sahraoui a exprimé, en outre, sa gratitude aux autorités panaméennes pour l'avoir invité à prendre part la cérémonie officielle d'investiture du président élu Laurentino Cortizo Cohen.

Au cours de sa visite, le président Ghali s'entretiendra avec les autorités panaméennes, les chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que les chefs de délégations officielles qui assisteront à la cérémonie d'investiture du nouveau président prévu lundi (hier, NDLR), a ajouté SPS.

Il s'agit notamment des présidents du Costa Rica, Carlos Alvaro Quezada, du Pérou, Martin Vizcarra, de la Colombie, Ivan Duque et de la République dominicaine, Danilo Medina.

Le président Ghali sera aux côtés aussi de

la vice-présidente de l'Argentine, Marta Gabriela Michetti et du vice-président du Paraguay, Hugo Velasquez, a fait savoir SPS.

Des représentants de haut niveau des Etats-Unis, du Japon et du Guatemala sont également annoncés à la cérémonie, bien que les noms des chefs de délégations n'ont pas été encore communiqués, selon la chancellerie panaméenne.

Pour sa part, la Maison royale espagnole a confirmé la présence du roi Felipe VI d'Espagne à l'investiture du nouveau président du Panama. Le président sahraoui est accompagné, lors de cette visite, par une importante délégation sahraouie comprenant le ministre délégué pour l'Amérique latine, Mansur Omar, l'ambassadeur sahraoui au Panama, Ali Mahmud, l'ambassadeur sahraoui au Nicaragua, Suleima Tayeb, le

conseiller auprès de la présidence, Abdati Breika, ainsi que le premier secrétaire, Omar Hassana.

Récemment, M. Ghali avait assisté à la cérémonie d'investiture de Nayib Bukele en tant que nouveau président du Salvador, pays avec lequel entretient la Rasd des relations étroites et historiques.

La visite du président sahraoui au Salvador intervenait après celle effectuée en mai dernier en Afrique du Sud où il avait assisté à l'investiture officielle du président sud-africain, Cyril Ramaphos, réélu pour un nouveau mandat à la tête du pays.

L'Afrique du Sud et la Rasd sont liées par des relations diplomatiques au plus haut niveau depuis 2004. Les peuples des deux pays partagent aussi une histoire riche et une résistance héroïque contre le colonialisme.

Reda A.

Sidérurgie

# ArcelorMittal cède pour 740 millions d'euros d'actifs à Liberty House

**Le géant européen de l'acier, ArcelorMittal, a annoncé, avoir cédé pour 740 millions d'euros d'actifs au britannique Liberty House, dans le cadre d'un plan de cessions proposé en 2018 à la Commission européenne après le rachat du groupe sidérurgique italien, Ilva.**



La transaction concerne les sites d'ArcelorMittal à Galati (Roumanie), Ostrava (République tchèque), Skopje (Macédoine), Piombino (Italie), Dudelange

(Luxembourg), ainsi que certaines lignes de production à Liège (Belgique), selon un communiqué d'ArcelorMittal.

ArcelorMittal a annoncé avoir déjà reçu au 28 juin, 610 millions

d'euros de produit de ces cessions. Il va devoir déposer 110 millions d'euros sous séquestre afin de permettre à l'acquéreur de financer certains projets dans le cadre de la procédure d'appro-

bation de l'opération par l'UE. A la tête d'un consortium composé également de la Caisse italienne des dépôts (CDP) et de la banque Intesa Sanpaolo, ArcelorMittal doit acquérir l'italien Ilva pour 1,8 milliard d'euros.

Lourdement endettée et au bord de l'asphyxie financière, Ilva, qui s'est spécialisée dans la production d'acier plat au carbone, a été placée sous tutelle par l'Etat italien début 2015 puis nationalisée, avant que ne soit lancée, début 2016, une procédure pour trouver un repreneur.

Dans le cadre de son rachat par ArcelorMittal, la Commission européenne s'était inquiétée des effets de cette opération sur la concurrence en Europe, et le géant de la sidérurgie avait accepté de céder plusieurs actifs.

ArcelorMittal, présent dans 60 pays, a réalisé un chiffre d'affaires de 76 milliards de dollars en 2018, en croissance de 10,7%.

Le groupe a annoncé à la fin mai, de nouvelles mesures de réduction de sa production d'acier brut en Europe en raison de la faiblesse de la demande et du niveau élevé des importations.

Reda A.

Industrie

## Le marché automobile français en baisse

■ Le marché automobile français a baissé de 8,4% sur un an en juin, selon des chiffres bruts du Comité des constructeurs français d'automobiles (Ccfa) publiés hier.

Les constructeurs français ont fait nettement moins bien que le marché (-11,3%), PSA (avec les marques Peugeot, Citroën, DS et Opel) reculant de 10,9% en juin tandis que le groupe Renault (Avec Dacia et Alpine) était en repli de 11,7%, selon le Ccfa.

Côté PSA, Peugeot baisse de 14,7%, Citroën de 6,2% et Opel de 14,6%, tandis que DS progresse de 12,6%. Au sein du groupe Renault, les immatriculations sont en baisse de 13,1% pour la marque au Losange et de 7,4% pour la filiale roumaine Dacia.

Au total, 230 967 voitures particulières neuves ont été mises sur les routes de France le mois dernier, contre 252 216 en juin 2018. Le mois ne comptait cette année que 19 jours ouvrés contre 21 l'année dernière.

Sur les six premiers mois de l'année, le marché français s'inscrit en baisse de 1,83%, avec 1,166 million de voitures neuves immatriculées, dont 58,7% sont allés à des groupes français (contre 58,5 sur la même période de 2018).

PSA reste le premier constructeur sur le marché français, avec une part de marché de 32,5% pour le groupe sur six mois (mais 29,6% en juin). Quant à Renault, il garde 25,3% du marché (et 28,7% en juin).

A contre-courant, le groupe allemand Volkswagen a vu les immatriculations de ses voitures progresser de 4,9% en juin, poussé par Audi (+17,5%), Seat (+12,3%) et Volkswagen (+0,5%). Sa part de marché atteint 12,2% sur les six premiers mois de l'année, et 13,1% en juin.

Parmi les autres groupes étrangers, les immatriculations de Toyota ont progressé de 6,1% en juin, celles de Daimler (Mercedes et Smart) de 7,2% et celles de Ford de 8%, tandis que BMW, FCA (Fiat) et Nissan étaient en recul de respectivement 24,9%, 18,8% et 38,2%.

L. B.

Zone euro

## Le chômage au plus bas depuis juillet 2008

■ Le taux de chômage dans la zone euro a de nouveau reculé en mai à 7,5% de la population active, son plus bas niveau depuis juillet 2008, après 7,6% en avril, montrent les chiffres publiés hier, par Eurostat.

Par rapport à mai 2018, il affiche une baisse de 0,8 point de pourcentage. Le nombre de demandeurs d'emploi dans la zone euro, à 12,348 millions en mai, a reculé de 103 000 par rapport à avril et de 1,133 million sur un an. Pour l'ensemble de l'Union européenne à 28, le taux de chômage s'est établi à 6,3% en mai après 6,4% en avril et contre 6,9% en mai 2018. Le chiffre de mai est le plus faible enregistré depuis le début de la série mensuelle sur le chômage dans l'UE en janvier 2000, précise Eurostat.

R. E.

Dans un rapport

# L'OCDE conseille de réorienter les subventions à l'agriculture vers le climat

Les aides publiques à l'agriculture dans tous les pays du monde devraient être réorientées vers l'innovation et les services à «impact sociétal» comme le climat, l'environnement, ou la lutte contre le gaspillage, estime l'Ocde dans un rapport publié hier. Toujours très critique sur l'impact des subventions directes à la production, accusées de distorsion des marchés, l'Organisation de coopération et de développement économique (Ocde) recommande dans son dernier rapport de «réorienter le soutien vers des améliorations des services publics qui bénéficient aux producteurs, aux consommateurs et à la société dans son

ensemble».

Dans les 53 pays étudiés, au total 445 milliards de dollars (392 milliards d'euros) sont versés directement aux agriculteurs chaque année, indique le rapport de 500 pages intitulé «Politiques agricoles : suivi et évaluation 2019».

«La grosse majorité de ces aides va directement à la production, mais ne touche pas les décisions à prendre» a souligné Ken Ash, directeur commerce et agriculture de l'Ocde.

Evoquant «le climat, l'utilisation des terres agricoles ou des ressources en eau», M. Ash a ajouté que «moins de 20% des aides agricoles sont affectées à ces sujets sociétaux

plus larges».

L'Ocde recommande aussi «d'envisager tous les instruments économiques possibles pour atteindre les objectifs dans le domaine de l'environnement, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci». «Dans beaucoup de pays, les performances environnementales de l'agriculture progressent moins vite, voire régressent, depuis le milieu des années 2000 : les pays devraient investir pour combler leurs déficits de connaissances et s'appuyer sur les technologies numériques pour ce faire» recommande l'organisme.

G. B.

Aidé par la trêve entre Etats-Unis et Chine

# Le dollar progresse face aux principales devises

Le dollar progressait hier, face aux principales devises, aidé par l'annonce ce week-end d'une trêve entre les Etats-Unis et la Chine dans leur guerre commerciale.

Hier matin, l'euro perdait ainsi 0,37% à 1,1331 dollar.

«Le dollar démarre la semaine sur une note positive alors que les Etats-Unis et la Chine ont accepté de reprendre les négociations après le sommet du G20 de ce week-end», a expliqué Konstantinos Anthis, analyste. La hausse du billet vert

a été particulièrement marquée face aux valeurs refuges, comme le yen, le franc suisse ou l'or, qui ont tendance à s'apprécier en période d'incertitudes.

Donald Trump et Xi Jinping ont évité le pire en décrétant samedi une trêve, mais cette reprise du dialogue entre les deux premières économies mondiales n'est assortie d'aucun calendrier.

Les discussions avaient été brutalement interrompues en mai, et Washington avait ensuite menacé d'imposer de nouvelles

taxes à l'importation, qui auraient frappé la totalité de plus de 500 milliards de dollars de biens chinois achetés chaque année par les Etats-Unis. «Un développement plus inattendu sur le front commercial a été l'annonce du président Trump que les entreprises technologiques américaines pourraient être de nouveau autorisées à vendre des équipements à Huawei», ont ajouté Lee Hardman et Fritz Louw, analystes.

Les Etats-Unis avaient

menacé mi-mai de placer le géant des télécoms chinois sur une «liste noire» d'entreprises auxquelles il est interdit de vendre de la technologie américaine sauf autorisation spéciale, pour des raisons de sécurité nationale.

L'administration Trump, qui soupçonne Huawei d'espionnage au profit de Pékin - ce que le groupe dément vigoureusement - lui a toutefois accordé un sursis de trois mois, soit jusqu'à la mi-août.

T. O.

Faute d'accord

# Le sommet des nominations-clés de l'UE suspendu

Les tractations sur le partage des postes de pouvoir de l'UE entre les dirigeants européens, réunis depuis dimanche en sommet à Bruxelles, ont été suspendues jusqu'à aujourd'hui 11h00, illustrant les difficultés à trouver un compromis.



Après une nuit blanche qui ne s'est soldée par aucune annonce de résultat concret, le porte-parole du président du Conseil européen, Donald Tusk, a annoncé en fin de matinée que le Sommet était suspendu jusqu'à aujourd'hui 11h (09h GMT).

Auparavant, des diplomates européens s'étaient montrés plutôt optimistes, n'excluant pas une percée prochaine, d'autant plus qu'un compromis semblait se dessiner sur le nom du futur président de la Commission européenne.

## «Fort consensus»

«Il y a un fort consensus sur le social-démocrate, Frans Timmermans, mais la situation est très volatile», avait déclaré un

diplomate européen.

Cette option prévoyait, d'une part, la désignation du social-démocrate néerlandais à la présidence de la Commission européenne et celle de la Bulgare de droite (PPE) Kristalina Georgieva à la présidence du Conseil européen, avaient indiqué plusieurs sources européennes. Il était également envisagé de nommer un libéral comme chef de la diplomatie européenne, qui pourrait soit être le Belge Charles Michel, soit la Danoise Margrethe Vestager.

Une autre source avait aussi évoqué la possibilité de nommer Mme Vestager, actuellement commissaire européenne à la Concurrence, première vice-présidente à la Commission, aux côtés de Timmermans.

La présidence du Parlement

européen, dont le mandat dure deux ans et demi, pourrait être partagée entre le PPE (Parti populaire européen, droite) et les libéraux.

L'Allemand Manfred Weber, candidat du PPE - premier parti politique au Conseil et au Parlement européens - pour la présidence de la Commission, recalé lors du précédent sommet, le 20 juin, pourrait ainsi obtenir un lot de consolation.

Le président français, Emmanuel Macron, s'oppose fermement à sa nomination à la tête de la Commission, en arguant de son manque d'envergure pour un poste d'une telle importance.

Après deux ans et demi, M. Weber pourrait laisser la place à un libéral, éventuellement, le Belge Guy Verhofstadt, selon les mêmes sources. Cette option ménagerait

les sensibilités des uns et des autres. M. Weber avait, en effet, accepté de soutenir la nomination du candidat de la famille social-démocrate, Frans Timmermans, à condition d'obtenir pour lui-même la présidence du Parlement européen et celle du Conseil pour un autre membre du PPE.

Les libéraux, troisième force au Parlement européen et qui au départ réclamaient la présidence du Conseil, auraient mis de l'eau dans leur vin, en y renonçant et en se reportant sur le poste de chef de la diplomatie européenne.

La droite tient la clé de ces nominations. Aucune solution ne peut être avalisée sans le soutien de cette famille politique, car aucune majorité n'est possible sans les votes de son groupe au Parlement européen.

## Puzzle

Un cinquième poste-clé de l'Union européenne est à pourvoir cette année, celui de la présidence de la BCE. Cette fonction, hautement sensible, doit être attribuée à un banquier plutôt qu'à un politicien.

Elle fait cependant partie du puzzle des nominations. La France pourrait la réclamer, selon une source européenne. Plusieurs candidates sont citées, dont Danièle Nouy, présidente du conseil de supervision au sein de la Banque centrale européenne.

La pression était montée sur les dirigeants pour aboutir à un accord, risquant à défaut de prêter le flanc aux critiques des populistes et anti-européens.

Selon une source européenne, vers 08h du matin (06h GMT), le président du Conseil, Donald Tusk, a rencontré M. Macron et la chancelière allemande, Angela Merkel, et évoqué la possibilité d'un nouveau sommet dans 15 jours. Or, selon cette source, tous deux lui ont répondu : «C'est hors de question, il faut absolument qu'on trouve un accord aujourd'hui». Ils ont visiblement accepté de reprendre les tractations aujourd'hui.

Le Parlement européen doit impérativement élire son nouveau président lors de sa session inaugurale mercredi à Strasbourg.

«Nous élirons notre président le 3 juillet quel que soit le résultat» du sommet, a affirmé dimanche, le président sortant, l'italien Antonio Tajani, membre du PPE.

Si un accord est trouvé cette semaine par les chefs d'Etat et de gouvernement sur la présidence de la Commission, le Parlement pourra se prononcer sur leur candidat lors de sa seconde session du 15 au 18 juillet. Il lui faudra obtenir au moins 376 voix pour être élu. Il s'agit du troisième sommet consacré aux postes-clés depuis les élections européennes de la fin mai.

AFP

Affaire du *Sea-Watch*

## L'Allemagne veut la libération de la capitaine

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, a estimé hier, que la capitaine du navire humanitaire *Sea-Watch*, Carola Rackete, arrêtée en Italie pour avoir accosté de force afin de débarquer des migrants, devait être libérée.

«De notre point de vue, une procédure judiciaire ne peut aboutir à la fin qu'à la libération de Carola Rackete», a jugé M. Maas dans un tweet. «Nous nous opposons à la criminalisation du sauvetage en mer», a-t-il ajouté.

L'Allemande de 31 ans devrait être pré-

sentée hier après-midi à un juge italien à Agrigente (Sicile) chargé de valider son arrestation intervenue dans la nuit de vendredi à samedi. La jeune femme, placée aux arrêts domiciliaires à Lampedusa, pourrait être remise en liberté dans l'attente de son procès, selon les médias italiens.

Dans ce cas, elle devrait être rapidement expulsée. Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, avait assuré samedi, avoir déjà signé un décret d'expulsion dans cette éventualité.

«Nous avons d'urgence besoin d'une solu-

tion européenne, une solution qui corresponde à nos valeurs européennes», a ajouté le chef de la diplomatie allemande. «Le marchandage sur la répartition des réfugiés est indigne et doit cesser», a également écrit M. Maas.

Carola Rackete risque jusqu'à 10 ans de prison pour «résistance à un navire de guerre» après avoir obligé une vedette de la police chargée de l'empêcher d'accoster à s'éloigner sous peine d'être écrasée contre le quai dans la nuit de vendredi à samedi.

Elle fait également l'objet d'une enquête

pour aide à l'immigration clandestine et pour avoir forcé mercredi le blocus des eaux territoriales italiennes imposé par M. Salvini (extrême droite), en vertu d'un décret-loi entré en vigueur en mi-juin pour lutter contre les navires d'ONG qu'il accuse d'être complices des passeurs.

Dans un communiqué, *Sea-Watch* a défendu la manœuvre de sa capitaine, accusant les policiers d'avoir provoqué l'incident en se glissant volontairement entre le bateau et le quai.

AFP

Salvador

## Les corps d'un migrant et de sa fille noyés rapatriés

Les corps d'un Salvadorien et de sa fille qui s'étaient noyés en tentant de traverser le Rio Grande à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis ont été rapatriés dimanche au Salvador, où ils seront enterrés.

La photo des corps du père, Oscar Alberto Martinez, 25 ans, et de sa petite fille Angie Valeria, qui allait avoir 2 ans, gisant au bord du

Rio Grande avait suscité l'émotion de la communauté internationale. Elle est devenue un symbole du drame de l'immigration vers les Etats-Unis. Des corbillards accompagnés d'une longue caravane ont ramené les corps au village de La Hachadura, près de la frontière du Guatemala. Les victimes seront enterrées lundi (Hier, NdI) dans un cimetière de la périphérie de la

capitale San Salvador, après avoir été veillées durant la nuit dans un funérarium. Les deux migrants se sont noyés le 23 juin et leurs corps ont été découverts sur la rive mexicaine du Rio Grande, dans les environs de Matamoros, dans l'Etat mexicain de Tamaulipas.

«Oscar et son bébé sont devenus une icône qui attire l'attention au niveau national et international

sur le drame de la migration, qui se produit depuis longtemps», a déclaré à l'AFP, Cesar Rios, directeur de l'Institut salvadorien du migrant (Insami).

Il a souligné que dans le flux de migration venant du Salvador et des autres pays d'Amérique centrale vers les Etats-Unis, «il y a tous les jours un mort ou un disparu» en raison des multiples risques que

rencontrent les candidats à l'émigration.

Le cas d'Oscar Martinez et de sa fille illustre «l'inefficacité des politiques menées par les gouvernements» qui ne parviennent pas à «garantir une vie digne» à leurs citoyens et «la possibilité pour les jeunes de se projeter dans l'avenir», a estimé M. Rios.

AFP

Rééducation fonctionnelle

# L'imagerie, un rôle majeur

L'importance de l'imagerie dans le diagnostic et le traitement des pathologies handicapantes a été mise en exergue dimanche à Oran à l'issue de la 4<sup>ème</sup> édition des Journées internationales de médecine physique et de réadaptation (MPR).



La nécessité pour la médecine physique algérienne de s'appuyer davantage sur les nouvelles technologies dédiées à l'imagerie figure, à ce titre, parmi les recommandations majeures émises au terme de cette rencontre qui a réuni trois jours durant près de 500 participants.

Le président du comité d'organisation, Pr Khaled Layadi a expliqué dans ce contexte que "l'imagerie moderne permet d'affiner le diagnostic par une meilleure analyse et évaluation des pathologies".

Ce spécialiste, également chef de service de MPR du Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO), affirme avoir déjà entamé les démarches auprès de sa tutelle à l'effet de renforcer ses équipe-

ments. La formation préalable à l'exploitation des futurs outils étant impérative, un atelier spécifique à l'imagerie a été proposé aux jeunes praticiens lors de cette ultime journée scientifique.

Animée par le spécialiste portugais Jacinto, vice-président de la Société ibérique de biomécanique, la séance a été consacrée à une technique d'actualité, appelée Gait Analysis (Analyse quantifiée de la marche).

"L'équipement afférent est d'un apport considérable dans la prise en charge des patients", a souligné le Pr Layadi en citant l'exemple de la spasticité, pathologie gênante pour la marche, caractérisée par la contraction involontaire des muscles.

La Gait Analysis permet

de "poser un diagnostic très précis, donnant lieu à la localisation exacte des sièges musculaires déficitaires en vue de leur traitement par injection de toxine botulinique (médicament), a-t-il soutenu.

Le principe de fonctionnement de l'équipement indiqué est basé sur des analyses vidéo de haute résolution faisant appel à d'autres outils d'étude des nerfs et muscles comme l'EMG (électromyographie) et de mesure de la force exercée par le pas du patient.

Cet appareil est aussi utile à la prise en charge d'autres maladies invalidantes, dont les pathologies sportives qui ont été également abordées lors des conférences de ces Journées scientifiques.

D'autres recommanda-

tions allant dans le sens du développement de la formation des praticiens ont sanctionné les travaux de cette édition, dont une visant "l'homogénéisation du programme d'enseignement de la MPR en Algérie".

Plusieurs invités étrangers étaient présents, à l'instar de la présidente de la Société tunisienne de MPR (Sotumer), le Pr Imen Miri qui a qualifié cette rencontre de "très riche au plan des échanges scientifiques".

Cet événement a été coorganisé par le service de MPR du CHU d'Oran et l'Observatoire du handicap, de la réadaptation et de l'éthique en santé (Ohres), avec le soutien de plusieurs acteurs de l'industrie pharmaceutique nationale.

R. S.

Associations d'infirmiers et paramédicaux

## Vers la création d'une Union maghrébine

L'Algérie abritera durant le premier semestre de l'année 2020, le congrès constitutif de l'Union générale des soins infirmiers et paramédicaux du Maghreb arabe, en présence des associations représentant le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et le pays organisateur, en attendant la confirmation de la Libye a-t-on appris, samedi, à Aïn Témouchent, des initiateurs du projet.

Le chef du département de génie pédagogique à l'Institut national pédagogique de formation paramédicale d'Alger, Yahia Chérif Mourad, a rappelé en marge du 9<sup>ème</sup> Forum international sur la santé à Aïn Témouchent, que "lors des journées maghrébines paramédicales tenues en mars dernier à Souss (Tunisie), les participants venus de Tunisie, du Maroc, de Mauritanie et d'Algérie ont adopté le principe de la tenue en Algérie du congrès constitutif de l'Union générale des associations d'infirmiers et paramédicaux du Maghreb arabe".

"Il est prévu que la wilaya de Aïn Témouchent abrite ce congrès constitutif", a encore précisé Yahia Chérif Mourad, signalant que des démarches sont en cours pour concrétiser cette idée durant le premier semestre de 2020.

L'enseignant en paramédical de l'Institut supérieur d'infirmier de Sfax (Tunisie), Mounir Benyahia, a souligné que le colloque de Sfax a permis de préparer la plate-forme de ce congrès maghrébin. "Nous espérons que ce futur espace soit celui des échanges d'expériences entre professionnels et des auxiliaires de soins infirmiers des pays maghrébins. L'Algérie dispose de tous les moyens pour garantir la réussite de ce genre de rendez-vous", a-t-il ajouté.

Le même intervenant a rappelé que parmi les objectifs escomptés de cet espace réglementaire figurent "l'unification des méthodes pédagogiques entre professionnels du paramédical et l'examen des réformes escomptées du système éducatif dans le cadre du système LMD en paramédical".

Mounir Benyahia a insisté sur l'importance de s'ouvrir sur le travail associatif, de se concentrer sur la formation continue, d'intensifier des mécanismes de partenariat "car le développement des sciences infirmières nécessite celui des programmes de recherche", a-t-il estimé.

Dans ce même contexte, le président de l'association maghrébine des sciences d'infirmier et techniques sanitaires, Habib Kerroum, a souligné que "la ville de Souss a vu, en mars dernier, la signature du procès-verbal de la réunion préparatoire de la création de la future union maghrébine qui englobera des associations d'assistants médicaux".

"Nous sommes en train de poursuivre cette démarche pour créer cette union d'infirmiers des pays du Maghreb arabe. La Libye qui n'a pu assister à la rencontre de Souss conservera son siège au sein de cette association maghrébine", a-t-il ajouté.

Les participants ont également salué, à l'ouverture du 9<sup>ème</sup> Forum international de la santé à l'établissement hospitalier Dr Benzedjeb de Aïn Témouchent ce genre de rencontres qui permet d'échanger des expériences et promouvoir des mécanismes de formation en spécialités liées aux normes de la qualité et de la sécurité au sein des établissements sanitaires.

K. L.

Mohamed Miraoui, ministre de la Santé

# Nécessité de remédier aux carences du secteur

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a mis en avant, dimanche à Alger, l'impératif de remédier à toutes les carences du système sanitaire, en faisant preuve de coordination, de rigueur et de haut sens des responsabilités, afin d'assurer un service public de qualité qui soit à la hauteur des aspirations du citoyen.

S'exprimant lors d'une rencontre avec les directeurs de la Santé et de la population, le ministre a insisté sur le traitement des lacunes du système sanitaire, en faisant preuve de rigueur, de coordination et de haut sens des responsabilités à tous les niveaux, affirmant qu'il "est temps de remédier aux lacunes enregistrées".

Il s'agit de "la mauvaise gestion, du manque d'organisation et de rigueur, de l'absentéisme, outre le manque de coordination entre les différentes structures de la Santé", a-t-il précisé, ajoutant que ces lacunes, qui sont de véritables défis à relever, ne sont pas inévitables pour le secteur, eu égard aux compétences dont il recèle.

Par ailleurs, le ministre a relevé un "grand écart" entre les affectations importantes consacrées par l'Etat et les résultats

obtenus en terme de qualité des services escomptés par les citoyens, les professionnels de la santé et le décideur lui-même, soulignant l'impératif d'un diagnostic objectif et fiable des points forts et faibles du système sanitaire en vue de le promouvoir.

"La dure réalité démontre malheureusement le mauvais accueil réservé au citoyen", a-t-il regretté, ajoutant que "les professionnels de la santé s'expriment souvent en langage incompris des citoyens". Concernant les rendez-vous, le malade est souvent surpris de ne pas trouver son médecin, après avoir parcouru une longue distance ou encore de la longue attente pour obtenir un rendez-vous, a-t-il encore déploré.

Il a cité également "le pharmacien qui souvent vend le médicament au patient sans lui expliquer qu'il existe un médicament générique aussi efficace que la molécule mère".

S'adressant aux directeurs de la santé, M. Miraoui a fait savoir que "la seule chose que le citoyen espère, en arrivant à un établissement hospitalier, est de trouver une personne qui l'oriente, le soigne et suit son état de santé. Il souhaite aussi trouver son

médicament et son médecin le jour de la consultation".

Pour le ministre, il est nécessaire de procéder à une évaluation à tous les niveaux dans le but de déterminer, notamment les causes des dettes accumulées par certains établissements de santé, tandis que d'autres sont sans dettes, ainsi que les raisons qui permettent à certains services de chirurgie d'effectuer des interventions chirurgicales, en dépit du manque de moyens, alors que d'autres services disposant des moyens nécessaires, mais qui n'en effectuent même pas la moitié.

A cet effet, il a donné plusieurs orientations aux directeurs de la santé, notamment ce qui concerne la gestion des établissements, à l'instar de la rationalisation des dépenses et du renforcement du dialogue avec les partenaires sociaux, à travers la tenue de rencontres périodiques avec le partenaire social ainsi que la mise en place d'un système de suivi du mouvement des personnels, afin de réduire le phénomène de l'absentéisme, qui constitue, a-t-il dit, "une menace" pour l'efficacité et la crédibilité du système sanitaire.

Dans le même sillage, le ministre a

donné des instructions concernant l'organisation des transferts des patients entre les établissements de santé et la création de réseaux de soins au niveau des wilayas regroupant toutes les spécialités, outre l'accélération de la formation des médecins généralistes pour l'obtention du diplôme d'études médicales spécialisées

(Dems) en gynécologie et cardiopathies...etc.

Concernant la saison estivale, M. Miraoui a rappelé la détermination de son département à oeuvrer dans le cadre du programme national de prévention contre les maladies transmissibles et les intoxications alimentaires, en se focalisant sur les aspects liés à la prévention et à l'organisation de campagnes de sensibilisation en faveur des citoyens, en les invitant à prendre des mesures simples qui les protégeraient contre ces maladies.

Il a souligné, en outre, l'importance de la coordination entre les différents secteurs, en vue de concrétiser ce programme national. L'Algérie abritera le congrès constitutif.

Alger

# 180 familles occupant des habitations précaires relogées

**Cent quatre-vingt familles (180) occupant des habitations précaires dans la commune de Rahmania (circonscription administrative de Zéralda) ont été relogées, dimanche, à la cité des 2400 logements, commune de Ouled Fayet (ouest d'Alger). L'opération de relogement qui a débuté tôt dans la journée de dimanche a concerné 180 familles occupant le bidonville "Naaman Lamri", commune de Rahmania, un des plus vieux quartier de la circonscription administrative de**



Les 180 familles ont été relogées dans de nouveaux logements à Ouled Fayet, et ce en application du programme de relogement urgent qui s'inscrit dans le cadre de la 25<sup>ème</sup> opération, supervisée par le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales et la wilaya d'Alger. Intervenant à l'occasion, le wali délégué de la circonscription administrative de Zéralda, M. Ali Bensaad Ammar a déclaré à l'APS que l'opération de relogement de ces familles qui occupaient le bidonville «Naaman Lamri», depuis des années, dans de nouveaux logements à Ouled Fayet, s'est déroulée dans «le calme», ajoutant qu'elle intervient à la fin de la période des examens, tous cycles confor-

mus.

Cette opération de relogement qui coïncide avec la célébration du 57<sup>ème</sup> anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse a permis de récupérer une assiette foncière importante de 3 hectares qui servira pour le parachèvement du projet à l'arrêt, au niveau du tronçon de l'autoroute Douera-RN 67, dans le but de fluidifier le trafic routier à destination de la nouvelle ville de Sidi Abdallah, a-t-il fait savoir, précisant que le bidonville, situé sur l'assiette consacrée au projet de l'autoroute, entravait le parachèvement d'une partie de ce projet vital.

Le fichier national du logement a permis, après examen des dossiers des résidents de

ce quartier, de déceler 6 cas ayant déjà bénéficié de logements auparavant au titre des différents programmes et formules engagés par l'Etat pour l'éradication de l'habitat précaire, a souligné le même responsable, ajoutant que 5 autres familles ont été écartées, après que les enquêtes menées par les commissions de wilayas et celles relevant de la circonscription administrative de Zéralda aient démontré qu'elles s'étaient installées récemment au niveau du bidonville et que leurs noms ne figuraient pas sur les anciennes listes. Cependant, a-t-il poursuivi, les familles exclues peuvent introduire des recours auprès de la commission de wilaya ad-hoc pour y statuer. Le responsable a fait savoir que la circonscription admi-

nistrative de Zéralda avait recensé un nombre d'habitations précaires qui seront programmées graduellement dans le cadre de l'opération de relogement lancée par les services de la wilaya d'Alger en vue de lutter contre ce type d'habitat.

A cet effet, près de 105 bidonvilles ont été recensés au niveau de cette circonscription, dont 51 ont été pris en charge jusqu'à présent, soit l'élimination de 6.670 habitations précaires (près de 40% des cas pris en charge). 2.068 familles résidant dans les différentes communes de Zéralda ont bénéficié de nouveaux logements depuis le début de l'opération de relogement.

Les établissements éducatifs relevant des différentes communes de la circonscription administrative de Zéralda ne souffriront plus de la surcharge des classes à la prochaine rentrée scolaire (2019-2020), en raison de la réception de plusieurs nouvelles structures et complexes scolaires.

A cet égard, le wali délégué de la circonscription administrative de Zéralda a indiqué que la Wilaya avait consacré à cette opération d'importants équipements et moyens matériels et humains relevant d'instances et d'entreprises publiques pour la prise en charge des familles concernées et la démolition des habitations précaires pour ne pas être squattées de nouveau.

Lors d'une séance de travail consacrée au secteur de l'habitat dans la wilaya d'Alger, le Wali d'Alger, Abdelkhaleq Siouda avait donné des instructions aux walis délégués et directeurs concernés pour accélérer l'élaboration des listes des bénéficiaires de logements et recenser le nombre des familles occupant des habitations précaires à Alger.

Y. T.

Ouargla

## La gare multimodale intégrée à la boucle ferroviaire du Sud

La nouvelle étude technique de la voie ferrée reliant la zone pétrolière de Haoud El-Hamra (Hassi-Messaoud) à la ville d'Ouargla, dans le cadre de la boucle ferroviaire du Sud, intègre la gare multimodale d'Ouargla sur son tracé, a affirmé dimanche le wali d'Ouargla. La nouvelle étude, actuellement en sa deuxième phase, prévoit la correction du tracé de la voie ferrée pour intégrer la gare multimodale d'Ouargla de transport de voyageurs, pour l'optimisation des prestations de cette station devant faire la jonction entre la gare routière, la station de tramway et la gare ferroviaire de voyageurs, a affirmé M. Abdelkader Djellaoui, en marge de la rencontre au siège de la wilaya pour l'examen de cette étude.

La première étude prévoyait un tracé de la voie ferrée éloigné de la gare routière, avant que cette nouvelle étude technique n'ait été suggérée, de concert avec les différentes instances et services concernés, pour corriger le tracé qui est accompagné de projets de réalisation des réseaux divers, dont l'électricité, le gaz et les canalisations d'hydrocarbures, a précisé le chef de l'exécutif de la wilaya d'Ouargla. La troisième et dernière phase de l'étude précisera les diverses questions liées au tracé de cette voie ferrée Hassi-Messaoud/Ouargla, avant le lancement des travaux de ce tronçon long de 75 km, a indiqué le chef du projet de la boucle ferroviaire Sud. D'un linéaire de 500 km reliant Hassi-Messaoud à Laghouat via Ouargla et Ghardaïa, le projet de la boucle ferroviaire Sud revêt une grande importance pour le développement socioéconomique de la région.

R. O.

Constantine

## Lancement de la campagne moissons battages

La campagne moissons-battages de la saison 2018-2019 a été lancée dimanche dans la wilaya de Constantine, depuis l'exploitation agricole «Mustapha Debah» dans la mechta de Beni Mestina relevant de la commune de Didouche Mourad, en présence du secrétaire général de la wilaya, Saïd Akhruf.

«Les prévisions de production pour cette campagne moissons-battages tablent sur plus de 2 millions de quintaux, et devront permettre de rattraper le recul enregistré dans la production céréalière durant les saisons écoulées», a affirmé le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.

Il a expliqué que cet optimisme se conforte les conditions climatiques «très favorables» qui ont prédominé cette année

avec les grandes pluies qui se sont abattues pendant la période hivernale dans la région de Constantine où plus de 600 mm ont été recensés.

Le même responsable a souligné que ce volume de production est escompté sur un sol emblavé estimé à 90.655 hectares, contre 81.204 hectares réservés à cette culture l'année précédente, et une hausse de 11% (9.451 hectares).

La part du lion de cette récolte représente le blé dur avec une quantité attendue de près de 1 million de quintaux, tandis que le reste sera réparti sur les autres espèces céréalières en l'occurrence le blé tendre, l'orge et l'avoine, selon les prévisions établies par les services locaux de ce secteur.

Le développement de l'irrigation par les

eaux mobilisées par les barrages constitue un préalable pour parvenir à l'amélioration des rendements des terres, le respect de l'itinéraire technique, la vulgarisation des pratiques culturales et le traitement phytosanitaire, à l'origine du résultat escompté, a-t-il ajouté.

Au total, 15 points de stockage d'une capacité globale d'environ 2 millions quintaux, sont mobilisés dans la wilaya par la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), à travers l'ensemble des communes, pour la collecte de cette production, a-t-on souligné notant que 411 moissonneuses batteuses dont 30 nouvellement acquises ont été mobilisées pour assurer le bon déroulement de cette campagne.

K. L.

Oum El Bouaghi

## Distribution prochaine de 700 logements de différentes formules

Au total, 723 logements de différentes formules seront distribués «prochainement» à travers plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi à l'occasion du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, célébré le 5 juillet de chaque année, a indiqué, dimanche, le directeur local de l'Habitat.

Il s'agit de la distribution de 500 logements de type location-vente (AADL) dans la commune d'Ain M'lila, 100 logements sociaux participatifs (LSP) dans la commune d'Oum El Bouaghi, ainsi que 60 loge-

ments promotionnels aidés (LPA) dans la commune d'Ain Kercha outre un lot de 63 logements publics locatifs (LPA) qui sera livré au chef lieu de wilaya ainsi que dans la commune d'Ain Diss, a précisé M. Fodhil Benyounes.

A la même occasion, 113 décisions d'aides financières à l'habitat rural seront distribuées dans la plupart des communes de la wilaya, en sus de l'attribution de 20 actes de concession d'assiettes foncières au titre du programme de lotissements sociaux destinés à la construction individuelle dans

le Sud et les Hauts plateaux, a ajouté le même responsable.

Pas moins de 1.500 logements de type location-vente relevant du programme de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) sont en cours de construction dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on souligné de même source, notant qu'un quota de 1.269 unités de la même formule sera lancé en construction à travers plusieurs communes de la wilaya «avant la fin de l'année en cours».

Y. T.



# CONFLITS ►►

Afghanistan

## Au moins 65 blessés dans une attaque complexe au centre de Kaboul

Au moins 65 personnes ont été blessées par l'explosion en pleine heure de pointe hier, d'une voiture piégée, suivie de l'irruption d'assaillants armés dans un bâtiment du centre de Kaboul.



vie à au moins 25 membres de milices pro-gouvernementales en Afghanistan.

Les discussions ont été entamées en septembre dernier et elles portent sur quatre points principaux : le retrait des troupes américaines, l'assurance que l'Afghanistan ne servira pas de refuge pour des groupes terroristes voulant attaquer d'autres pays, un dialogue inter-afghan et un cessez-le-feu permanent.

En visite la semaine dernière à Kaboul, le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, avait dit espérer un accord de paix avec les taliban «avant le 1<sup>er</sup> septembre».

AFP

Palestine

### La Jordanie dénonce l'inauguration d'un site archéologique à El Qods-Est occupée

La Jordanie a dénoncé l'inauguration à El Qods-Est d'un site archéologique par une association israélienne en présence d'officiels américains, avertissant que de tels actes irresponsables ne font qu'alimenter la tension.

Le Royaume, gardien des Lieux Saints musulmans à El Qods, a affirmé dans un communiqué, dimanche soir, de son ministère des Affaires étrangères, que «les tentatives israéliennes de judaïser la ville sainte et d'apporter des modifications à la réalité sur le terrain dans la Vieille ville occupée sont une violation de la loi internationale et risquent d'alimenter davantage la tension».

Deux responsables américains, Jason Greenblatt, conseiller du président américain Donald Trump, et David Friedman, ambassadeur en Israël, ont assisté dimanche en compagnie de responsables israéliens à une cérémonie, dévoilant le résultat de travaux archéologiques à Silwan, quartier palestinien d'El Qods-Est occupée.

Leur présence rompt une nouvelle fois avec la pratique diplomatique s'agissant de la colonisation et du secteur palestinien de la ville occupée par Israël. Silwan est situé en contrebas des murailles de la Vieille ville d'El Qods.

Les travaux archéologiques, portant sur une route souterraine, ont été entrepris par ladite association Elad, dont le but avoué est de renforcer la judaïsation d'El Qods-Est. Les Palestiniens affirment que l'occupant israélien et ladite fondation Elad cherche à les chasser d'El Qods.

L'occupant israélien s'obstine à considérer El Qods comme sa «capitale», mais la communauté internationale ne reconnaît pas l'annexion en 1967 de la partie orientale occupée de la ville, dont les Palestiniens veulent faire la capitale de l'Etat Palestinien.

Le président américain, Donald Trump, a rompu en décembre 2017 avec des décennies de consensus diplomatique en considérant El Qods comme la capitale de l'entité israélienne, amenant les Palestiniens à couper tout contact formel avec Washington.

K. T.

«Le nombre de blessés a atteint 65 personnes, dont neuf enfants», a indiqué sur Twitter, le Dr Wahidullah Mayar, porte-parole du ministère de la Santé, ajoutant que les patients avaient été pris en charge par «nos équipes médicales et chirurgicales». L'attaque, qui s'est produite dans le quartier de Puli Mahmood Khan, n'a pas été revendiquée dans l'immédiat et on ignorait en fin de matinée quelle était la cible précise des assaillants. Elle intervient alors que des discussions de paix sont en cours depuis samedi à Doha entre taliban et représentants américains.

Des hélicoptères survolaient la zone de l'explosion et des échanges de tirs étaient sporadiquement audibles. Une colonne de fumée s'élevait dans le ciel.

«Les assaillants se trouvent près de la tour Gulbahar (qui contient un centre commercial et des appartements, Ndlr). La zone est bouclée», a indiqué à l'AFP, un porte-

parole de la police, Firdaws Faramarz.

«Il y a des habitations dans la zone de l'attentat, plusieurs personnes prises au piège ont été évacuées par les forces de sécurité», a-t-il dit.

L'attaque avait débuté par l'explosion d'une voiture piégée, selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur, Nasrat Rahimi. «Puis plusieurs assaillants ont attaqué un bâtiment. La zone est bouclée par les forces spéciales de police», a-t-il indiqué.

Zaher Usman, employé gouvernemental, se trouvait dans son bureau, situé à environ 150 mètres du lieu de l'explosion et a été légèrement blessé par des débris.

«Lorsque j'ai ouvert les yeux, le bureau était rempli de fumée et de poussière et tout était détruit, mes collègues hurlaient, dit-il à l'AFP».

Le quartier visé abrite aussi les fédérations afghanes de football et de cricket, de même que des bâtiments militaires.

«Une énorme explosion s'est produite

près du portail de la fédération», a déclaré à l'AFP, un porte-parole de la Fédération de football, Shams Amini.

«Certains de nos collègues sont à l'intérieur, nous entendons parler de blessés. Nous ne savons pas si des assaillants sont entrés dans le bâtiment», a-t-il ajouté.

L'explosion s'est produite à proximité des locaux de la chaîne Shamshad TV, qui a brièvement cessé d'émettre avant de diffuser en direct des images de ses locaux, très endommagés.

### Négociations à Doha

Cette nouvelle attaque intervient alors que les Etats-Unis et les taliban ont commenté samedi à Doha de nouvelles discussions visant à trouver une issue au conflit en Afghanistan, selon une source talibane.

La reprise des pourparlers dans la capitale du Qatar avait déjà coïncidé avec une attaque lancée par les taliban qui a coûté la

Nucléaire iranien

## Le stock d'uranium enrichi a dépassé la limite autorisée, selon Téhéran

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, a indiqué hier, que l'Iran avait dépassé la limite imposée à ses réserves d'uranium enrichi par l'accord international de 2015 sur son programme nucléaire, selon l'agence semi-officielle Isna.

«Sur la base des informations en ma possession, l'Iran a dépassé la limite des 300 kg d'uranium faiblement enrichi, a déclaré M. Zarif à Isna.

«Nous avons annoncé (ce franchissement de la limite) à l'avance», a ajouté M. Zarif, et ces annonces précédentes de l'Iran disent «très clairement ce que nous allons faire» par la suite.

«Nous considérons que c'est notre droit

d'agir ainsi dans le cadre de ce que permet le Jcpoa» (l'acronyme anglais du plan d'action global commun, nom officiel de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015), a encore dit le ministre.

Le franchissement de ce seuil autorisé de 300 kg a également été annoncé à Vienne par une source diplomatique.

«Il y a eu un dépassement», a indiqué à l'AFP, cette source ayant requis l'anonymat, sans pouvoir préciser la hauteur du dépassement.

En riposte à la décision du président américain Donald Trump de sortir son pays unilatéralement de ce pacte en mai 2018 et de réimposer des sanctions contre l'Iran,

Téhéran avait annoncé le 8 mai qu'elle ne se sentait plus tenue par deux seuils fixés par l'accord : celui imposé à ses réserves d'eau lourde (130 tonnes) et celui limitant son stock d'uranium faiblement enrichi (300 kg).

Téhéran menace aussi de reprendre, à partir du 7 juillet, des activités d'enrichissement d'uranium à un taux supérieur au degré maximal fixé par l'accord (3,67%) et de relancer son projet de construction d'un réacteur à eau lourde à Arak (centre) si les autres Etats encore parties à l'accord (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne et Russie) ne l'aident pas à contourner les sanctions américaines.

AFP



# AFRICAINES

Soudan

## Sept morts lors de manifestations massives

Sept personnes ont ÉtÉ tuÉes dimanche au Soudan lors de manifestations massives pour réclamer aux militaires un transfert du pouvoir aux civils, selon l'agence de presse officielle, la contestation ayant rÉussi le pari de la mobilisation malgré le dÉploiement des forces de l'ordre.



Les rassemblements de dimanche sont les plus importants depuis la dispersion le 3 juin d'un sit-in de manifestants devant le QG de l'armée dans la capitale, un drame qui avait fait des dizaines de morts et provoqué un tollé international. En prévision des manifestations, plusieurs pays et des ONG avaient appelé à la retenue.

La police a tiré des gaz lacrymogènes sur des centaines de manifestants, arrivés à environ 700 mètres du palais présidentiel, lesquels répondaient à un appel d'un mouvement de la contestation à marcher vers cet endroit symbolique, selon un correspondant de l'AFP.

Au moins 25 véhicules des redoutés paramilitaires des Forces de soutien rapide (RSF) étaient arrivés en renfort, d'après lui.

C'est au palais présidentiel que siège le

Conseil militaire de transition, à la tête du pays depuis la destitution en avril du président Omar el-Béehir après des mois de manifestations monstres.

### "Dictature militaire"

Citant le ministère de la Santé, l'agence de presse officielle Suna a fait état de sept morts et 181 blessés, dont 27 par balles, dans les manifestations de dimanche, sans détailler les circonstances des décès.

L'agence a ajouté que dix membres des forces régulières ont été blessés, dont trois paramilitaires des RSF touchés par balle.

Auparavant, un comité de médecins proche de la contestation avait fait état de cinq morts dans le pays. "Il y a également de nombreux blessés graves touchés par les balles des milices du Conseil militaire",

d'après la même source.

Le numéro deux du Conseil a affirmé de son côté que des "snipers" avaient tiré près d'un hôpital militaire d'Omdourman.

"Ils ont tiré sur trois paramilitaires des RSF et sur peut-être cinq ou six citoyens", a dit le général Mohammed Hamdan Daglo, lors d'une allocution retransmise à la télévision publique.

Aux cris de "Pouvoir civil, pouvoir civil", les Soudanais avaient manifesté plus tôt dans plusieurs villes, à l'appel de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation.

Brandissant des drapeaux soudanais et faisant le signe de la victoire, hommes et femmes ont envahi les avenues de la capitale, scandant leurs slogans au rythme des applaudissements et des klaxons des automobilistes.

"Nous voulons un État civil qui garantisse notre liberté. Nous voulons en finir avec la dictature militaire", a déclaré une manifestante, Zeinab, 23 ans.

"Personne n'a donné un mandat au Conseil militaire", a lancé un manifestant qui n'a pas voulu donner son nom.

À Khartoum et dans les villes d'Omdourman, de Port-Soudan, d'Al-obeid, de Madani, de Kassala et de Khasma el-Girbade, les manifestants ont scandé des slogans révolutionnaires, selon les témoins.

L'Association des professionnels soudanais (SPA), un important mouvement de la contestation, a parlé d'une "mobilisation massive sans précédent".

La mobilisation de dimanche est d'autant plus impressionnante que le Conseil militaire bloque depuis des semaines l'accès à internet, outil stratégique pour rallier dès le début du mouvement de contestation inédit en décembre 2018.

En prévision des rassemblements, les paramilitaires des RSF avaient été déployés sur plusieurs places de Khartoum, à bord de leurs pick-ups chargés de mitrailleuses.

### Gaz lacrymogènes

Les forces de sécurité ont également fait usage de lacrymogènes à Gadaref (est).

La contestation a été déclenchée initialement par le triplement du prix du pain dans un pays pauvre à l'économie exsangue.

Les manifestations ont rapidement pris une tournure politique en réclamant l'éviction du général Béehir, qui dirigeait le pays d'une main de fer pendant près de trois décennies. Epicentre de la contestation, le sit-in devant le QG de l'armée, entamé le 6 avril, a été dispersé dans le sang environ deux mois plus tard.

Au moins 128 personnes ont péri dans la dispersion du sit-in et la dispersion qui a suivi les jours suivants, selon des médecins proches de la contestation. Les autorités ont fait état de 61 morts.

Les RSF ont été accusées par les manifestants, des ONG et des experts, d'être à l'origine de cette dispersion.

Dernièrement, les protestataires s'étaient contentés de petits rassemblements à Khartoum, parfois dispersés par les forces de sécurité.

Malgré le bras de fer, les chefs de la contestation et le Conseil militaire se disent ouverts à une reprise des négociations, à travers une médiation de l'Éthiopie et de l'Union africaine, pour dessiner les grandes lignes de la transition à venir.

AFP

Kenya

## La lutte contre le braconnage passe aussi par la high-tech

Chaque matin, aux confins de la réserve animalière d'OI Pejeta, surplombée par le Mont Kenya, un ranger à l'uniforme kaki efface soigneusement les empreintes au sol d'animaux, pour les protéger d'éventuels braconniers.

La méthode est ancestrale mais le ranger peut désormais compter sur de nouveaux outils: fixée à un mât, une caméra à 360° filme la zone et relaie 24 heures sur 24 de possibles intrusions au quartier général de la réserve.

Cette caméra est l'une des dernières armes de l'arsenal technologique anti-braconnage déployé dans la réserve privée d'OI Pejeta, sur le plateau de Laikipia (centre), qui abrite notamment les deux derniers rhinocéros blancs du Nord au monde - deux femelles - et la plus grande population d'Afrique de l'Est de rhinocéros noirs, une espèce en danger critique d'extinction.

Le mois dernier, OI Pejeta a lancé ce qu'elle présente comme le premier laboratoire high-tech pour la faune, un centre de recherche situé au cœur du sanctuaire et destiné à intégrer les nouvelles technologies à la gestion quotidienne des réserves animalières.

Installés dans un conteneur aménagé, des ingénieurs en informatique testent la prochaine génération de puces de géolocalisation des animaux et développent des capteurs qui, un jour, donneront des informations sur l'état de santé des rangers, sur le niveau des rivières...

"Nous n'en sommes encore qu'à nos premiers pas dans ce domaine", reconnaît Richard Vigne, le directeur général d'OI Pejeta, auprès de l'AFP.

### Une puce dans la corne

Entre autres projets, les chercheurs travaillent à la conception d'une puce électronique qui serait insérée dans la corne d'un rhinocéros et renseignerait en temps réel la localisation exacte de l'animal et ses données vitales.

"Personne d'autre ne mène ce genre d'expérimentation dans le milieu de la protection de la faune au Kenya (...) Pour moi, c'était très attrayant", explique Damian Otieno, un informaticien kenyan qui a quitté un travail de bureau pour diriger ces recherches à OI Pejeta.

Jusqu'à cette année, pour savoir si un braconnier rôdait dans le sanctuaire, il fallait soit l'apercevoir directement, soit

éprouver les photos prises par des appareils équipés de détecteurs de mouvements.

"Ce qui me tracasse avec le monde de la protection de la faune, c'est notre lenteur à adopter les nouvelles technologies et à mettre en place de nouvelles manières de faire les choses. Il faut que ça change", explique M. Vigne.

Pour le moment, trois caméras installées dans la réserve de 360 km<sup>2</sup> envoient des alertes en temps réel, en cas d'intrusion par exemple, aux 250 rangers chargés de la sécurité.

La dernière victime du braconnage à OI Pejeta, un rhinocéros, remonte à octobre 2017. Mais la menace demeure. L'année dernière, trois rhinocéros ont été tués, leurs cornes sectionnées et emportées, dans le parc national de Meru, sur l'autre versant du Mont Kenya.

La demande de cornes de rhinocéros émane surtout de Chine et du Vietnam, où la médecine traditionnelle leur attribue toutes sortes de vertus, rappelle Samuel Mutisya, responsable de la protection de la faune à OI Pejeta.

Un kilo de corne de rhinocéros se négocie plus cher qu'un kilo d'or sur le marché noir, souligne-t-il.

"Sur le papier, nous sommes

comme une banque sans portes". Dans la grande majorité des parcs nationaux, la collecte de renseignements repose toujours sur le travail des rangers et le talkie-walkie continue de régner en maître, faute de couverture réseau dans ces zones souvent reculées.

Mais la réserve d'OI Pejeta dispose désormais de son propre réseau, mis en place par une société française (SigFox) et qui permet à de petits appareils numériques très peu énergivores d'envoyer des données sur une plateforme unique.

Géolocalisation des rangers ou d'un groupe de lions, dégâts sur une clôture du parc, toutes ces données s'affichent sur une carte interactive consultable sur l'écran de son choix.

### Menottes clignotantes

Une icône représentant une paire de menottes clignotante indique une arrestation. Un message "contact braconnier" déclenche l'envoi immédiat de rangers armés.

D'autres innovations ont été testées ailleurs en Afrique pour lutter contre le braconnage, mais leur coût élevé demeure le principal obstacle à leur généralisation.

AFP

### Kenya Arrestation de quatre suspects soupçonnés de vol d'armes

Quatre suspects soupçonnés d'avoir volé des armes à feu et des munitions dans un poste de police du district kenyan de Nandi ont été arrêtés samedi, a annoncé dimanche la Direction des investigations criminelles (DCI).

Les mis en cause sont entrés par effraction dans un poste de police du district de Nandi avant de s'emparer de fusils G3 et un nombre inconnu de balles, souligne la même source qui assure que les armes et les munitions ont été récupérées.

"Trois armes à feu et des munitions volées dans un poste de police à Nandi South ont été récupérées la nuit dernière à la suite de cette opération", a précisé la DCI.

Les suspects ont été placés en garde à vue avant d'être traduits en justice la semaine prochaine, ajoute la même source.

T. K.

Venezuela

# Condamnations et appels à l'ONU après la mort d'un soldat en détention

Les Etats-Unis, des pays latino-américains et l'opposition vénézuélienne ont multiplié dimanche les condamnations après la mort d'un militaire qui aurait été torturé en détention, accusé d'être impliqué dans une tentative de coup d'Etat contre Nicolas Maduro.



Le gouvernement vénézuélien ne s'était pas exprimé sur le fond du sujet soir, annonçant simplement l'ouverture d'une enquête, tandis que l'opposition et des pays latino-américains en appelaient à l'ONU pour Éclaircir les circonstances de ce décès.

Le Groupe de Lima, composé d'une douzaine de pays latino-américains et du Canada, s'est insurgé contre l'«assassinat» du capitaine de corvette Rafael Acosta Arevalo, mort samedi.

Dans la foulée, le Groupe de Lima a demandé «à la communauté internationale, et en particulier au bureau de la Haute-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU (Michelle Bachelet) d'agir sans plus attendre».

L'ancienne présidente du Chili, qui a subi les tortures de la police politique de l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet dans les années 1970, Était justement en visite une semaine auparavant à Caracas. Elle y avait demandé la «libération» des opposants emprisonnés, qui seraient près de 800, selon l'ONG Foro Penal.

Washington «condamne l'assassinat et la torture» du capitaine de corvette Acosta, «mort alors qu'il Était détenu par les voyous de Maduro et leurs conseillers cubains», a déclaré le département d'Etat dans un communiqué.

«Ce nouvel acte de barbarie de Maduro doit nous inciter à l'action», a estimé le département d'Etat, appelant «toutes les démocraties du monde» à «faire pression» pour que les agresseurs soient amenés à rendre des comptes.

John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, a accusé sur Twitter la Direction du contre-espionnage militaire du Venezuela (DGCIM) d'être «responsable» de la mort d'Acosta.

Juan Guaido, reconnu comme président par intérim par les Etats-Unis et une cinquantaine de pays, s'était indigné dès samedi soir du décès du militaire, mort «après avoir été torturé». Il reprenait à son compte le récit de Tamara Suju, une avocate et militante vénézuélienne des droits humains exilée en République tchèque.

Son décès, un «assassinat» selon M. Guaido, est à ajouter aux «forfaits» commis par le «dictateur» Nicolas Maduro, que l'opposant, président du Parlement, tente de chasser du pouvoir depuis janvier dernier.

Le capitaine Acosta faisait partie d'un groupe de 13 personnes arrêtées pour leur implication dans un présumé projet de coup d'Etat contre le président chaviste, par un groupe lié selon le gouvernement à Juan Guaido. Ce «putsch» aurait dû avoir lieu les 23 et 24 juin et prévoyait l'assassinat du pré-

sident et de plusieurs hauts responsables, d'après Jorge Rodriguez, ministre de la Communication de Nicolas Maduro.

#### Reprise du «dialogue»?

Selon le récit de Tamara Suju sur Twitter, le capitaine de corvette Acosta a été présenté vendredi devant un tribunal «en fauteuil roulant, présentant de graves signes de torture».

Le ministère de la Défense, un des piliers du pouvoir au Venezuela, a affirmé dimanche dans un communiqué que l'officier s'était «évanoui» pendant l'audience et que le juge avait alors ordonné son transfert vers un hôpital «où il est décédé».

Sans Évoquer les accusations de «torture», le procureur général Tarek William Saab, un proche de Nicolas Maduro, a annoncé une «enquête objective, indépendante et impartiale» sur les circonstances de cette mort.

Contempteur du pouvoir chaviste, le Parlement unicaméral, seule institution contrôlée par l'opposition à Nicolas Maduro, s'est aussi tourné vers Michelle Bachelet, lui réclamant dimanche «une enquête impartiale et urgente».

Le Parlement a également demandé qu'une «équipe médico-légale internationale indépendante» procède à une autopsie,

ainsi qu'à «la vérification de l'État de santé» de tous les militaires détenus pour des accusations de «complot».

Mais les résolutions et lois votées par les députés sont considérées comme nulles et non avenues par la Cour suprême de justice et l'Assemblée constituante, composée uniquement de fidèles de Nicolas Maduro, et dotée de très larges pouvoirs.

La mort du capitaine de corvette Acosta crispe encore un peu plus les tensions entre l'opposition et le pouvoir chaviste, au moment où les pourparlers entre les deux camps pourraient pourtant reprendre.

Après deux rounds infructueux en mai sous les auspices de la Norvège, Nicolas Maduro a en effet expliqué cette semaine que le «dialogue va continuer», sans toutefois préciser de calendrier ou d'ordre du jour.

A la crise politique que traverse le Venezuela s'ajoute la pire crise sociale et Économique de l'histoire récente de ce pays. Les pénuries d'essence et de médicaments se multiplient, tandis que les coupures d'Électricité sont devenues monnaie courante.

Selon les Nations unies, plus de 7 millions de Vénézuéliens, soit un quart de la population, ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence.



# La Corée du Nord salue la visite "extraordinaire" de Trump

**Donald Trump a quitté Séoul dimanche soir à bord d'Air Force One, au terme d'une visite historique dans la péninsule coréenne qui l'a vu fouler le sol de la Corée du Nord et a été qualifiée d'"extraordinaire" par Pyongyang.**

**M.** Trump devait regagner Washington après avoir rencontré dans la journée le numéro un nord-coréen Kim Jong Un dans la Zone démilitarisée entre les deux Corées.

Cette rencontre a permis de réamorcer les discussions sur le programme nucléaire de Pyongyang, un peu plus d'un an après leur premier sommet de Singapour et l'échec de celui de Hanoï en février dernier.

Les deux hommes se sont retrouvés dans un cadre emblématique: la Zone démilitarisée (DMZ) qui sépare les deux Corées depuis la fin de la guerre (1950-53), lors de laquelle la Chine et les États-Unis se sont également affrontés.

Accompagné du numéro un nord-coréen vêtu de son traditionnel costume Mao anthracite, Donald Trump a franchi la ligne en béton qui matérialise la frontière, et a fait quelques pas en territoire nord-coréen, avant de faire demi-tour.

Les deux hommes ont ensuite posé pour les photographes derrière la ligne de démarcation du village de Panmunjom, où fut signé l'armistice de 1953.

«C'est un grand jour pour le monde», s'est félicité le président américain, se disant «fier d'avoir franchi cette ligne».

Kim Jong Un a espéré «surmonter les obstacles» grâce à ses liens «merveilleux» avec M. Trump.

«Le fait que les deux pays, en dépit d'une longue relation d'hostilité, aient pu se serrer la main pour la paix à l'endroit qui symbolise la

division démontre que le présent est meilleur que le passé», a observé Kim Jong Un.

## «Extraordinaire»

KCNA, l'agence de presse officielle nord-coréenne, a qualifié la rencontre d'«historique» et «extraordinaire». Elle a souligné que les deux leaders avaient décidé de «reprendre et poursuivre des discussions productives afin de parvenir à une nouvelle avancée dans la dénucléarisation de la péninsule coréenne».

MM. Kim et Trump ont discuté, selon l'agence, de «questions d'intérêt mutuel qui étaient devenues des obstacles pour la résolution de ces problèmes».

KCNA rapporte que M. Kim a loué «les bonnes relations personnelles» entre M. Trump et lui, ajoutant que ces bonnes relations «allaient produire des résultats que d'autres ne peuvent pas prédire et agir comme une force mystérieuse surmontant dans l'avenir des difficultés et obstacles multiples».

Pour Shin Beom-chul, analyste à l'Institut asiatique d'études politiques, le commentaire de KCNA est «de la propagande nord-coréenne typique qui glorifie Kim». Selon lui, «l'objectif était de rétablir l'image de Kim, endommagée lorsqu'il est revenu les mains vides du sommet de Hanoï».

Des photos de la rencontre dans la DMZ couvraient lundi la Une du quotidien officiel nord-coréen Rodong Sinmun, qui publiait en tout, 35 photos de l'événement.

Donald Trump avait lancé samedi sur Twitter une invitation surprise à Kim Jong Un «juste pour lui serrer la main et lui dire bonjour». «Ce sera très court mais ça ne fait rien. Une poignée de main signifie beaucoup», avait estimé le président américain.

Cette initiative intervenait peu avant une rencontre avec le président chinois Xi Jinping portant sur la guerre commerciale, en marge du sommet du G20 au Japon.

Après un entretien d'environ 45 minutes en territoire sud-coréen, M. Trump a accompagné Kim Jong Un vers son pays, cette fois en com-

pagnie du président sud-coréen Moon Jae-in.

Prenant la parole devant les journalistes, le président américain a annoncé qu'il avait invité M. Kim à se rendre aux États-Unis, mais sans préciser de date. «Cela se fera un jour ou l'autre», a-t-il simplement remarqué.

- Reprise des négociations -

A plus court terme, M. Trump a annoncé que des négociateurs des deux pays reprendraient leurs discussions «d'ici deux à trois semaines» à propos du programme nucléaire de Pyongyang.

La question de la dénucléarisation de la Corée du Nord continue de bloquer le processus de détente. L'administration Trump exige que Pyongyang renonce définitivement à son programme nucléaire avant d'envisager une levée des sanctions internationales, ce que le Nord refuse.

La rencontre de Panmunjom ne suffira probablement pas à régler le délicat dossier nucléaire nord-coréen, remarquent les analystes. Mais le symbole est important pour deux pays qui se menaçaient mutuellement d'annihilation il y a encore un an et demi.

La rencontre a «le potentiel de redémarrer les négociations», observe David Kim, analyste au Stimson Centre, un centre de réflexion de Washington, soulignant toutefois que les nouvelles discussions en préparation seront «cruciales».

«Ce qu'il faut, c'est du contenu, pas du théâtre», selon l'analyste.

En Corée du Sud, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a précisé que de premiers «échanges d'idées» entre les deux parties auraient lieu probablement à la mi-juillet.

A l'exception de George Bush père, tous les présidents américains ont effectué une visite chargée de symbole sur la DMZ. Donald Trump devait respecter à la tradition lors d'une première visite en Corée du Sud en 2017, mais le brouillard avait empêché son hélicoptère d'atterrir.

## Attaquée sur les réseaux sociaux, Kamala Harris est défendue par ses rivaux démocrates

**L**es prétendants à l'investiture démocrate pour l'Élection présidentielle de 2020 ont apporté leur soutien à la sénatrice américaine Kamala Harris, attaquée sur les réseaux sociaux par des internautes arguant qu'elle n'est pas «Noire».

L'Élue de Californie, d'origine jamaïcaine et indienne, a capté la lumière après sa solide prestation jeudi soir lors du débat démocrate, lui assurant une stature de favorite.

Des internautes, dont certains réputés proche de l'extrême droite, s'en sont pris à Kamala Harris sur les réseaux sociaux.

«Kamala Harris n'est \*pas\* une noire américaine. Elle est à moitié indienne et à moitié jamaïcaine», a écrit jeudi sur son compte Twitter, suivi par 90 000 personnes, l'internaute Ali Alexander.

Le fils aîné du président américain, Donald Trump Jr., a retweeté ce message avant de l'effacer.

Ces attaques en ligne ont suscité une levée de boucliers de la part des rivaux de Kamala Harris aux premières d'Émocrates.

L'ancien vice-président américain Joe Biden a dressé un parallèle entre ces attaques contre Kamala Harris et une théorie du complot qui avait mis en doute le lieu de naissance de Barack Obama, premier présidente noir des États-Unis.

«C'est écoeurant et nous devons les dénoncer quand nous en sommes témoins. Le racisme n'a pas sa place en Amérique», a-t-il tweeté.

Donald Trump, l'actuel locataire de la Maison-Blanche, avait mis en doute le fait que Barack Obama soit né aux États-Unis, condition sine qua non pour devenir président.

D'autres candidats démocrates ont tenu à soutenir Mme Harris, notamment Bernie Sanders et le maire de South Bend, Pete Buttigieg.

Elizabeth Warren, la sénatrice progressiste, a qualifié ces attaques de «racistes et vilaines».

Lors du débat démocrate jeudi, Kamala Harris avait mis en avant son histoire personnelle pour se dire blessée par les déclarations de Joe Biden sur ses Échanges «courtois» avec des sénateurs ségrégationnistes, il y a des années. L'ex-procureure de Californie est la seule femme noire à briguer l'investiture démocrate. Si elle accède à la Maison-Blanche, elle deviendrait la première femme - et la première femme noire - élue présidente des États-Unis.

AFP

AFP

Hong Kong

# Affrontements avec la police, des manifestants tentent d'entrer dans le parlement

Des manifestants hostiles au gouvernement pro-Pékin tentaient de pénétrer dans le parlement local de Hong Kong lundi en brisant des vitres, ont constaté des journalistes de l'AFP, avant une grande manifestation prévue pour l'anniversaire de la rétrocession à la Chine.

La police a répliqué par des gaz poivrés et des forces anti-Émeute ont été vues à l'intérieur du bâtiment, qui a été au centre des manifestations ces dernières semaines en réaction à un projet de loi du gouvernement visant à autoriser les extraditions en Chine continentale.

Le texte, désormais suspendu, a précipité des foules immenses dans les rues, encore deux millions le 16 juin selon les organisateurs, sur une population totale de 7 millions d'habitants. Si les manifestations furent largement pacifiques, la contestation a également donné lieu à de violents affrontements entre policiers et protestataires.

Les tensions ont ressurgi lundi dans l'ancienne colonie britannique devenue territoire semi-autonome, haut-lieu de la finance internationale. De petits groupes de contestataires, majoritairement jeunes et masqués, se sont emparés de trois grandes artères du cœur de Hong Kong et ont entravé la circulation avec des barrières de plastique et de métal.

Dans les rues adjacentes, Sam Mu, un artiste, agitait des drapeaux noirs. «C'est le symbole de la chute de notre ville», dit-il à l'AFP. «Les libertés de notre ville se rétrécissent. Elle se dirige vers l'autoritarisme».

Des rangs serrés de policiers antiémeute casqués, armés de boucliers, faisaient face aux manifestants.

Peu avant la traditionnelle cérémonie de lever des drapeaux chinois et hongkongais qui marque l'anniversaire de la rétrocession du 1er juillet 1997, des contestataires ont été chargés par les policiers.

Les forces de l'ordre les ont attaqués à coups de matraques et de gaz poivré. Une manifestante saignait de la tête, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Ailleurs, des protestataires lançaient des oeufs sur les policiers.

## Erosion des libertés

Parti du rejet du texte sur les extraditions, le mouvement s'est élargi à une dénonciation généralisée de l'action d'un gouvernement auquel la majorité des Hongkongais ne font plus confiance, tant ils ont l'impression qu'il a permis, voire favorisé, l'érosion de leurs



libertés par Pékin.

Aux termes de l'accord ayant présidé à la rétrocession, Hong Kong bénéficie de libertés inconnues dans le reste de la Chine, en théorie jusqu'en 2047, en vertu du principe «un pays, deux systèmes».

Les démocrates de tous bords organisent à chaque anniversaire du retour de Hong Kong dans le giron chinois une manifestation pour mettre en avant leurs exigences démocratiques, dont l'Élection du chef de l'exécutif au suffrage universel.

Ces dernières années, les foules ont été immenses. En 2014, l'Élan pour la démocratie avait donné lieu à un vaste mouvement d'occupation connu sous le nom de «révolte des parapluies». Il n'avait pas arraché la moindre concession à Pékin.

Cette fois-ci, la manifestation se déroule dans le contexte de la fronde généralisée

contre le projet de loi sur les extraditions, mais aussi de colère contre les violences policières.

Les manifestants exigent également la démission de la cheffe du gouvernement Carrie Lam ainsi que la fin des poursuites contre les protestataires arrêtés ces dernières semaines.

Mme Lam, qui bat des records d'impopularité, fait profil bas depuis qu'elle a dû suspendre son texte. «Ce qui s'est passé ces derniers mois a provoqué des conflits et des disputes entre le gouvernement et les habitants», a-t-elle reconnu, réitérant les mots d'apaisement dont elle use depuis des jours sans réussir à calmer les revendications.

## Désobéissance civile

Les militants, pour la plupart des jeunes Étudiants, se sont juré de continuer leur

campagne de désobéissance civile.

«Quoi qu'il arrive, on ne perdra pas courage, c'est pour cela qu'on sera toujours dans la rue», déclare Jason Chan, comptable de 22 ans. «La résistance, ce n'est pas la question d'un jour, c'est le long terme».

La manifestation doit emprunter le même parcours que les deux manifestations massives du mois dernier, jusqu'au Parlement local.

Parallèlement, des manifestants pro-Pékin se rassembleront au même lieu de départ, faisant craindre une confrontation. Dimanche, des dizaines de milliers de partisans du gouvernement avaient manifesté pour soutenir la police, illustration des profonds clivages qui traversent la société hongkongaise.

AFP

Japon

# Premières prises de baleines à des fins commerciales depuis 31 ans

Des navires japonais ont harponné deux baleines lundi dans les eaux nippones, inaugurant ainsi la reprise ce jour de la chasse commerciale interrompue pendant plus de trois décennies.

Ce retour en mer des baleiniers dans le but de tuer des cétacés pour la consommation découle de la décision prise il y a six mois par le gouvernement de quitter la Commission baleinière internationale (CBI) et de s'affranchir ainsi d'un moratoire.

Deux baleines de Minke ont été attrapées par des bateaux partis en début de journée du port de Kushiro (à l'extrême septentrionale de Hokkaido) après une cérémonie au cours de laquelle plusieurs élus ont revendiqué la légitimité de cette tradition.

L'une au moins des embarcations est revenue en fin d'après-midi et sa cargaison a été déchargée sur un camion afin de l'emporter à la découpe, ont constaté des journalistes de l'AFP.

«C'est une petite industrie, mais je suis fier de chasser les baleines. La pratique existe depuis plus de 400 ans dans ma cité», a expliqué à l'AFP Yoshifumi Kai, président d'une association de pêcheurs de baleines, tout excité de repartir en mer.

Idem pour Hideki Abe qui, compte tenu de son jeune âge, 23 ans, n'a encore jamais participé à une mission de ce type.

«Je suis un peu nerveux, mais heureux que nous puissions commencer. Je souhaite que davantage de personnes goûtent de la baleine, au moins une fois», a-t-il confié avant le départ.

Le navire-usine Nisshin Maru, bâtiment amiral de la flotte baleinière nipponne, et plusieurs autres embarcations ont aussi quitté le port de Shimomoseki (sud-ouest), où traîne une énorme statue de baleine.

«Nous estimons que les baleines sont des ressources marines comme les poissons et qu'elles sont utilisables sur la base de critères scientifiques», a expliqué à l'AFP un responsable du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la pêche.

«Nous déterminons des quotas de sorte à ne pas nuire aux espaces», a-t-il précisé. Le maximum d'ici décembre est fixé à 227 prises.

«C'est moins que pour les missions d'étude, pour diverses raisons, la première étant que nous avons abandonné la pêche dans l'Antarctique», a précisé lundi un autre fonctionnaire du gouvernement.

## Raison d'être culturelle

Les baleiniers n'iront en effet pas tuer en haute mer, comme il l'ont fait ces trente dernières années «pour des raisons scientifiques».

Le Japon avait débuté ses «missions de recherches» en Antarctique et dans le nord-est du Pacifique il y a respectivement 32 et 25 ans, renonçant alors à une pêche purement commerciale, mais utilisant une «exception scientifique», tolérée par la CBI.

Durant ces décennies, l'archipel n'a cessé d'être critiqué par les défenseurs des cétacés pour ses façons de procéder jugées cruelles, alors que des méthodes non létales existent pour mener les études voulues, selon ses détracteurs.

En outre, si les chercheurs étaient certes les premiers à se pencher sur les baleines rapportées, une partie de leur chair finissait sur les étals des poissonniers, malgré un appétit peu important pour cette chair.

Mais il y a une volonté et fierté de préserver un rite auquel tient une partie de la population, notamment des personnes âgées qui se souviennent que la baleine

était leur seule source importante de protéines durant la disette d'après-guerre.

Pour certaines communes, la pêche à la baleine est une raison d'être sinon économique, du moins culturelle et morale.

## Baroud d'honneur

«Le Japon est en train d'arrêter la chasse à la baleine en haute mer, pas encore un arrêt complet, mais c'est un énorme pas vers la fin», estime néanmoins Patrick Ramage, directeur du programme conservation marine du Fonds international pour le bien-être animal (Ifaw). Il voit dans la reprise de la chasse commerciale et l'arrêt de la pêche scientifique en Antarctique une sorte de baroud d'honneur.

Cette industrie de chasse à la baleine, qui ne compte pas plus de 250 pêcheurs, «va se noyer très rapidement», prédisait-il.

«On nous en servait à la cantine quand j'étais petite, mais je ne pense pas que j'en mangerai de nouveau. Le Japon devrait davantage faire ses choix en tenant compte du reste du monde qui dit que ce n'est pas bien», a confié à Tokyo une jeune Japonaise de 30 ans désireuse de garder l'anonymat.

AFP

De nouveaux écrans géants installés à Oran

# La fièvre de la CAN s'empare de la ville

Deux nouveaux écrans géants viennent d'être installés par les services de l'APC d'Oran pour permettre aux citoyens de suivre les rencontres de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui se poursuit actuellement en Egypte, notamment celles de la sélection algérienne.



succès contre le Sénégal, l'un des favoris en puissance pour monter sur la plus haute marche du podium. Une attitude traduisant une certaine confiance retrouvée chez les fans des Verts qui croient, plus que jamais, à une résurrection des leurs à partir des terres égyptiennes. A Oran, l'on a aussi d'yeux que pour les deux enfants de la ville, à savoir Baghdad Bounedjah et Youcef Belaïli, devenus la fierté des Oranais après s'être illustrés de fort belle manière depuis le début de la compétition continentale. Bounedjah et Belaïli, qui comptent chacun un but depuis le début de la CAN, se retrouvent dans l'équipe-type de la sélection algérienne après avoir fait ensemble leurs premiers pas dans le monde du football sous les couleurs de la petite équipe du RCG Oran. Plusieurs années après, ils portent le flambeau de la sélection algérienne par des joueurs de talent. Les sites abritant les trois écrans géants s'apprentent depuis hier, à vibrer à nouveau au rythme de la CAN et de l'Equipe nationale qui affrontera la Tanzanie (20h) pour sa dernière sortie dans la phase de poules, une phase qu'elle tient à terminer avec une mention spéciale en s'adjugeant trois succès de rang. Dans la capitale de l'ouest du pays, on se prépare d'ailleurs déjà à la fête.

Y. L.

**L**e théâtre de verdure Hasni Chakroun et le jardin méditerranéen ont été choisis pour abriter les deux écrans géants qui viennent de s'ajouter à celui installé dès le début de la CAN, le 21 juin en cours.

La précédente sortie des Verts, la deuxième dans la compétition, jeudi dernier, contre le Sénégal (1-0), avait attiré une grande foule au niveau de l'esplanade du jardin Sidi-Mhamed où a été posé le premier écran géant.

Une ambiance des grands jours avait marqué les lieux pour l'occasion, et la fête fut totale notamment après le précieux succès de

l'Equipe nationale qui lui a permis de valider prématurément son billet pour les 8èmes de finale de l'épreuve, tout en s'assurant de terminer la phase de poules à la première place de son groupe C.

L'engouement suscité par l'actuelle participation de la sélection algérienne au rendez-vous continental au sein de la population oranaise rappelle, on ne peut mieux, les épopées des éliminatoires et des phases finales des Coupes du monde de 2010 et 2014 en particulier, témoignent plusieurs citoyens.

Depuis le Mondial brésilien (2014) d'ailleurs, l'Equipe nationale a cessé de procurer de la joie à son public. Il a suffi qu'elle s'illustre

au cours de ses deux premières sorties africaines dans le pays des "Pharaons" pour que la fièvre de la CAN s'empare désormais des habitants d'El Bahia, tous mobilisés derrière la bande de l'entraîneur Djamel Belmadi.

## Bounedjah et Belaïli, la fierté des Oranais

Les Oranais se remettent même à rêver d'un deuxième trophée africain pour l'Algérie qui reste sur un seul et unique succès dans cette compétition, soit celui décroché en 1990 lors de la seule fois où le pays avait abrité la CAN à Alger et Annaba. Soifs

de consécration, nombreux étaient les citoyens oranais à sortir dans la rue pour fêter le

Blida

## Enorme incendie au Parc national de Chréa

■ Un énorme incendie s'est déclaré, samedi soir, au Parc national de Chréa (Blida), où des agents de la Protection civile et des services des forêts sont toujours mobilisés en vue de son extinction, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la Protection civile de la wilaya.

L'incendie s'est déclaré aux environs de 18h, samedi, au lieu-dit Oued Bellat du Parc national de Chréa, où il a ravagé différentes essences forestières, végétaux et maquis, a-t-on ajouté de même source, soulignant la concentration des efforts en vue de la "protection des citoyens et de leurs biens, parallèlement à l'empêchement de la propagation des flammes, eu égard à la hausse sensible des températures et des aspérités difficiles de la région".

Plus d'une centaine d'agents (de différents grades) de la Protection civile, soutenus par 25 camions anti-incendie, dont une dizaine de véhicules tout-terrain, sont mobilisés pour l'extinction de cet incendie.

Ces agents sont assistés, sur le terrain, par des éléments de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de la Protection civile de Dar El Beida (Alger), des services des forêts et du Parc national de Chréa.

Selon les informations fournies par les mêmes services, la wilaya a enregistré pas moins de six incendies, durant ce week-end. Il s'agit notamment, est-il précisé, d'un véhicule qui a pris feu, outre un incendie déclaré à la cité islamique de Beni Merad, qui a ravagé près de 200 oliviers et cinq hectares de végétations, au moment où les agents de la Protection civile ont pu sauver des flammes près de 7 000 oliviers et une pépinière de plans d'agrumes.

L'unité de la Protection civile de la daïra de Bougara est, par ailleurs, intervenue, à la même période, pour l'extinction d'un incendie, qui a ravagé deux hectares de maquis et de broussailles dans la région montagneuse de Tazarine (commune de Bougara).

Cette intervention a permis, selon la même source, d'éviter la propagation des flammes aux forêts environnantes, outre le sauvetage des ruches d'abeilles installées sur les lieux.

H. B.

Ghardaïa

## Nette régression de la méningite virale

**L**a situation épidémiologique de la méningite virale dans la région de Ghardaïa est en "nette" régression et "ne suscite pas d'inquiétude", a affirmé, dimanche à l'APS, le directeur de la santé et de la population (DSP) de la wilaya. Réagissant aux inquiétudes qui ne semblent pas se dissiper malgré les assurances et les dispositifs mis en place par les autorités sanitaires

locales, Ameer Benaïssa a rassuré de la maîtrise de la situation, signalant que "le nombre de cas observés ces derniers jours est en nette régression".

Au total, 135 cas de méningite virale sans causer de décès ont été diagnostiqués dans différentes localités de la wilaya de Ghardaïa depuis le début de l'année en cours, a fait savoir le DSP, précisant que ces cas "isolés" de méningite "ne suscitent aucune inquiétude".

Tous les patients atteints de cette pathologie ont subi les analyses biologiques nécessaires et ont bénéficié des soins médicaux appropriés, a-t-il souligné, indiquant qu'une étude épidémiologique a été lancée pour déterminer l'origine et les causes de cette pathologie virale.

Un dispositif visant à assoir surveillance épidémiologique axée sur la détection, la déclaration immédiate, la riposte et l'endigement rapide de la méningite épidémique a été mis en place à travers l'ensemble des structures sanitaires et autres cabinets médicaux (privé ou public), a assuré le directeur de la Santé.

Des opérations de sensibilisation de proximité ont été lancées dans les différents quartiers de la wilaya, à travers les mosquées et la radio locale ainsi qu'une distribution de dépliants sur l'impératif du

maintien d'un niveau d'alerte permanent pour éviter la propagation de cette pathologie. L'objectif est de sensibiliser les parents aux premiers symptômes de la méningite pour réagir et s'en tenir aux règles d'hygiène ainsi que la vaccination de leurs enfants.

La méningite est une infection des tissus qui enveloppent le cerveau, appelés les méninges. Elle peut être provoquée par un virus, sous sa forme bénigne qui nécessite seulement un traitement symptomatique, mais aussi par des bactéries, ce qui provoque des formes graves et contagieuses de la maladie.

Elle peut être contractée par un contact avec une personne infectée, un voyage dans un pays tropical, ou tout simplement après une infection locale, respiratoire ou ORL, a-t-on indiqué.

H. B.

La vie est un rêve, c'est le réveil qui nous tue.

Virginia Woolf



# FEMMES

ILS ONT DIT :

Ce qu'il y a de fantastique avec la vie, c'est qu'elle continue.  
Frédéric Beigbeder

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Laeticia Hallyday vengée par l'un de ses amis

Jean-Claude Sindres, ami de la veuve du Taulier, a adressé un message cinglant au patron d'un magazine qui avait répan- du des mensonges au sujet de Laeticia Hallyday et de sa vie privée.

En cette période difficile et alors qu'elle vient de subir un nouveau revers judiciaire dans l'affaire de l'héritage de son défunt mari, Laeticia Hallyday peut compter sur le soutien sans faille de ses proches. Parmi eux, Jean-Claude Sindres, ancien compagnon de Laura Smet, mais surtout fidèle ami de la veuve du Taulier. Le DJ, qui a rencontré Johnny Hallyday en 2012 et qui est depuis devenu un ami de la famille, a publié, samedi 29 juin, une photo aux airs de revanche dans sa story Instagram.

On y découvre le visage d'un homme que Jean-Claude Sindres décrit comme étant Frédéric Truskolaski. " Patron du torchon Oops ", peut-on lire en dessous de la photo en question, entre deux emojis en train de vomir. " Maintenant on connaît ta tête ", écrit également l'ami de Laeticia. Une manière pour Jean-Claude Sindres de riposter à une Une bien particulière du magazine people Oops sortie à l'automne dernier, sur laquelle on apercevait Laeticia Hallyday, main dans la main avec Sébastien Farran, l'ex-manager de Johnny. " Laeticia et Sébastien, ensemble depuis trois ans?!", promettait le magazine à scandale.

Cette Une n'était en réalité qu'un mensonge accompagné d'un grossier photomontage, la tête du Taulier ayant été remplacée par Sébastien Farran. En exposant ainsi la photo du patron du magazine Oops, qu'il décrit comme un " torchon ", sur son compte Instagram, Jean-Claude Sindres entend, sans aucun doute, venger son amie Laeticia, qui avait été la cible de ce mensonge moins d'un an après la mort de Johnny Hallyday, en décembre 2017. Si les dernières décisions de justice dans l'affaire de l'héritage du rocker n'ont pas été dans son sens, la maman de Jade et Joy reste heureusement très bien entou-



### CANCER DU SEIN



Une récente étude de l'Institut Gustave Roussy réaffirme l'importance de l'activité physique pour diminuer le risque de cancer du sein. Une étude française de l'Institut Gustave Roussy (Villejuif) s'est penchée sur le lien entre activité physique et risque de cancer du sein, afin d'en savoir plus sur l'effet protecteur du sport. Durant 8 ans et demi (1993-2005), les chercheurs ont suivi 59 308 femmes ménopausées, et annoté leurs activités sportives. Ils ont alors montré que la pratique d'activité physique à raison de 4 heures de marche par semaine conduisait à diminuer le risque de cancer du sein. De plus, cet effet bénéfique est indépendant de l'IMC de la femme, de la prise de poids, du tour de taille et du niveau d'activité physique pratiquée antérieurement. " Notre étude montre qu'il n'est pas nécessaire de se livrer à des activités d'intensité ou de fréquence élevées, 30 minutes de marche par jour

sont déjà bénéfiques " assure Agnès Fournier, co-auteur de l'étude. Ainsi, 4 heures de marche ou de vélo par semaine, ou leur équivalent

### VERRUES

Les verrues représentent l'infection cutanée virale la plus banale et la plus fréquente qui existe.

Elles forment de petites proéminences rondes au diamètre variable (quelques millimètres à 1 centimètre), sèches, dures, plutôt rugueuses et de couleur grisâtre, jaunâtre, voir brun foncé.

Elles sont douloureuses que lorsqu'elles sont situées sous les

ongles et au niveau du pied. Une verrue peut aussi apparaître sur le front, le menton, les joues formant de petits confettis rosés lisses indolores (verru plane).

La cause de l'apparition du verrue : les verrues sont des tumeurs bénignes cutanées provoquées par des virus appelés papillomavirus.

Ce virus est contagieux et transmissible par contact. Les

enfants l'attrape le plus souvent dans les piscines, clubs sportifs, les gymnases et les bains publics. L'immunité joue un rôle très important dans l'apparition, le développement et la régression des verrues. Les personnes qui souffrent de déficit de l'immunité sont enclins à favoriser son développement. La prévention est indispensable : le meilleur moyen de ne pas avoir de verrues, c'est

bien sûr, de prendre toutes les précautions nécessaires lors d'une sortie en public.

Il est conseillé à ceux qui sont sujet à avoir des verrues de marcher dans les piscines ou salles de gym avec des sandales car on attrape le virus en général en marchant pieds nus sur un sol infecté de virus et non en se baignant par exemple dans la piscine

## L'activité physique, plus que nécessaire pour réduire le risque

métabolique (Metabolic equivalent tasks hour) suffisent.

### UN BÉNÉFICE QUI DISPARAIT EN CAS D'ARRÊT D'ACTIVITÉ

Cependant, pour empêcher que le bénéfice de cette activité physique ne s'estompe, il est bon d'avoir une pratique régulière. Les scientifiques ont en effet constaté que les femmes ayant pratiqué assez d'activité physique avant les quatre ans de délai n'avaient gardé aucun bénéfice de réduction du risque. En revanche, les femmes ayant effectué une activité sportive durant les quatre années

précédentes voyaient leur risque de cancer du sein réduit de 10% par rapport à celui de femmes inactives. L'essentiel serait donc d'être active, ne serait-ce qu'un peu, et surtout de le rester, pour en conserver les bénéfices. Ces résultats confirment plusieurs autres études qui avaient montré l'effet protecteur de l'activité physique face au cancer du sein. Récemment, une étude américaine a montré que les femmes qui pratiquaient deux heures et demie de sport modéré hebdomadaire ou une heure 15 d'activité sportive plus intense avaient 40% moins de risques de décéder d'un cancer du sein.

## VAUT MIEUX SOIGNER QUE GUÉRIR

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



**Les DÉBATS**

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi



# SPORTS

## Madagascar

### L'entraîneur Dupuis explique la réussite de son équipe

C'est la grande surprise de cette Coupe d'Afrique des Nations 2019 en Egypte. Madagascar a surpris son monde lors de cette édition. Les Malgaches participent pour la première fois de l'histoire à l'épreuve continentale et ont réussi à se qualifier pour les huitièmes de finale de la compétition. Mieux encore, ce dimanche, Madagascar s'est offert le scalp du Nigeria, une nation prestigieuse du continent africain, s'offrant au passage la première place de son groupe.

Au micro de RMC, Nicolas Dupuis a expliqué comment Madagascar a connu un succès si soudain et réalise une si bonne CAN 2019 : «Utiliser les joueurs binationaux venus d'Europe ? Avant ça se faisait très peu. Quand je suis arrivé il y a trois ans le président m'a dit : pourquoi on n'arrive pas à gagner? Je lui ai répondu: parce qu'on ne fait pas jouer les meilleurs, et je suis persuadé qu'il y a dans le monde des Malgaches meilleurs que ça».

«On avait jusqu'alors un quota de 4-5 joueurs expatriés, et le reste, c'était des joueurs locaux, sauf qu'il n'y a pas de championnat professionnel à Madagascar... La première année, on s'est concentré sur le fait de chercher. C'est pour ça que des Thomas Fontaine, Jérôme Mombri, Romain Métaire, ou dernièrement Jérémie Morel sont arrivés. On a pu monter une équipe compétitive. L'obligation est d'avoir des ancêtres malgaches, grands-parents ou parents...», a ajouté le sélectionneur de Madagascar.

#### «On sait qu'on est le Petit Poucet»

Nicolas Dupuis a également mis en place des nouvelles méthodes de travail expliquant le succès de Madagascar : «Le football malgache est un football léché, un football de possession. J'ai des joueurs techniques, qui peuvent garder le ballon, et on est parti de ça. Après, ce que nous on a pu rajouter à l'équipe, c'est la rigueur européenne sur les blocs défensifs, sur les blocs médians. Aujourd'hui c'est un mélange des deux».

Le sélectionneur français de Madagascar a affiché ses ambitions : «J'avais dit en plaisantant qu'on visait la finale. Mais c'était une boutade, vraiment. Je crois que notre force, c'est qu'on sait qu'on est le Petit Poucet, on sait d'où on vient, moi le premier et les joueurs aussi. C'est cette humilité et cette simplicité, qui font qu'on avance avec beaucoup de sérénité, très peu de stress. Mais on essaie de ne pas confondre décontraction et déconcentration, on est toujours au travail. Il faut qu'on reste comme ça. On sera probablement outsider en huitième, mais ça nous va très bien.»

## Groupe A

# L'Egypte 9/9, La RDC garde une chance



L'Egypte a énormément souffert contre l'Ouganda mais a signé un troisième succès en autant de matchs dimanche soir devant son public (2-0). Dans l'autre rencontre du groupe A, la RD Congo a écrasé le Zimbabwe (4-0).

Les matchs se suivent et les résultats se ressemblent pour l'Egypte dans cette Coupe d'Afrique des Nations 2019. Au Caire, devant leur public, les Pharaons ont signé un troisième succès dans leur poule et réalisent donc le carton plein. Pourtant, pour battre l'Ouganda ce dimanche soir (2-0), les Egyptiens ont eu toutes les peines du monde, et surtout beaucoup de réussite. Car ce sont bien ces surprenants Ougandais qui se sont créés les occasions les plus franches, à l'image de cette frappe lointaine de Kyambadde (30ème) ou de cette double

occasion manquée par Abdu face à El Shenawy (34ème).

Pas en réussite devant le but, l'Ouganda a payé son manque d'efficacité en quelques minutes en fin de première période. Salah a ouvert le score sur un coup-franc parfaitement enroulé (36ème), avant que El Mohamady ne double la mise d'un tir croisé après un centre d'Ashraf au deuxième poteau (45ème). Touchés mais pas abattus, les Ougandais sont revenus sur le terrain avec les mêmes intentions. Les hommes de Sébastien Desabre, sauvés par Onyango lors d'un face-à-face avec Salah (52ème), ont encore poussé et ont mis au supplice la défense des Pharaons. Mais Miya (54ème) et Okwi (75ème) ont manqué le cadre pour quelques centimètres, et Ashraf est lui passé tout près du CSC (60ème). Heureusement pour les Grues, ces regrets

seront atténués par la qualification pour les 8èmes de finale de la CAN.

#### Bakambu se réveille, la RDC aussi

Car dans le même temps, le Zimbabwe n'a pas gagné contre la RD Congo. Pire, les Zimbabweens ont été balayés par de solides Léopards (0-4). Obligés de gagner pour garder un espoir de qualification, ceux-ci ont enfin répondu aux attentes. Bolingi a ouvert le score dès le début du match (4ème) avant que Bakambu ne fasse le break avant la pause (34ème). L'attaquant congolais a doublé la mise sur penalty en deuxième période (65ème), puis Assombalonga a profité d'une erreur du gardien pour corser l'addition en fin de partie (78ème). Troisième du groupe A, la RDC devra patienter pour savoir si elle fait partie des quatre meilleurs troisièmes.

## La conférence d'Eto'o, Diouf et Ahmad Hassan en points

Sujets divers abordés dimanche par les «Légendes» de la Confédération africaine de football (CAF), le Camerounais Samuel Eto'o, le Sénégalais El-Hadji Diouf et l'Egyptien Ahmed Hassan, en conférence de presse tenue au stade international du Caire :

-HALIHODZIC : L'ancien buteur des «Lions indomptables», Samuel Eto'o, est revenu sur les dessous du match annulé face à l'Algérie en 2011, alors que les «Verts» étaient dirigés à l'époque par le Bosnien Vahid Halilhodzic. «Tout ce qui avait été dit sur notre refus de jouer ce match est faux. Nous étions prêts à venir jouer à Alger, j'avais un problème personnel à Barcelone. J'avais organisé un vol privé pour rallier Alger de Barcelone. Ce sont nos responsables qui ont inventé ça pour se dédouaner. Vahid Halilhodzic avait eu des mots durs à mon égard, je vais lui dire aujourd'hui que l'histoire que j'ai écrite dans le football, il est très loin de l'écrire et ne l'écrira jamais. Si un jour je décide de devenir entraîneur, je serai meilleur que lui. Il

devait garder le silence, d'avoir les bonnes informations avant de se prononcer, chose qu'il n'a pas faite».

-CACOPHONIE : Selon le programme dévoilé samedi par la Confédération africaine (CAF), cette conférence devait se dérouler au stade 30-Juin du Caire, mais grande fut la surprise des journalistes et des chaînes de télévision d'apprendre qu'elle a été transférée au stade international du Caire, sans que l'instance continentale ne daigne rectifier son erreur. Le rendez-vous s'est déroulé finalement dans une salle à moitié vide.

-MAGHREB : El-Hadji Diouf a souligné le retour en force du football maghrébin, grâce notamment aux deux victoires en autant de matchs réalisés par l'Algérie et le Maroc : «Le football maghrébin revient fort avec l'Algérie et le Maroc. Ils mettent en plus de la technique et de l'intensité, c'est ce qui nous fait peur à nous les pays subsahariens».

-CAN-2021 : Samuel Eto'o a assuré que son pays serait prêt pour abriter la 33e édition de la CAN, quelques mois après la

décision prise par la CAF de lui retirer l'organisation de la CAN-2019 au profit de l'Egypte : «Avec la CAN, nous allons avoir 7 nouveaux stades au Cameroun, on pourra enfin organiser un meilleur championnat. Le refus de la CAF a poussé mon pays à construire un des plus beaux stades du pays. Il n'y a pas que les stades, les routes et les infrastructures suivent».

-MAURITANIE : Eto'o a salué le travail effectué par la fédération mauritanienne, dont la sélection a réussi à se qualifier pour la première fois de son histoire à la CAN : «Le travail de la fédération mauritanienne doit être salué. Je le dis à Gianni Infantino (président de la Fifa, ndr) ou Ahmad Hassan (président de la CAF, ndr) qu'il faut dire à d'autres fédérations de prendre exemple sur la Mauritanie».

-BELMADI : L'ancien capitaine de l'équipe égyptienne, Ahmed Hassan, est revenu sur une déclaration prononcée en 2017, comme consultant de télévision, au cours de laquelle il n'avait pas hésité à remettre en cause l'appar-

tenance des joueurs algériens nés en Europe à l'équipe nationale : «Je voulais dire que l'un des facteurs les plus importants pour une sélection, c'est l'appartenance. Le cas de l'Algérie est spécial, car elle est composée de joueurs bi-nationaux qui n'ont pas vécu en Algérie. Maintenant, on salue le rendement de l'Algérie sur et en dehors du terrain.

La preuve, j'ai des informations concernant un retard qui a coûté une séance d'entraînement à Riyad Mahrez, il a été laissé à l'hôtel. C'est une preuve de bonne tenue et de discipline. Belmadi a réussi à créer une atmosphère positive qui a aidé l'équipe à renforcer ce sentiment d'appartenance, car avant, les joueurs venaient, jouaient et repartaient sans se sentir concernés».

-CHANGEMENT : Eto'o a approuvé la décision prise par la CAF de changer la périodicité du tournoi pour la première fois de l'hiver à l'été : «Je trouve que c'est une très bonne idée d'avoir fait passer la CAN en été parce qu'avant, on avait beaucoup de difficultés avec nos clubs en Europe».



Tunisie

## De grandes quantités de poissons morts découvertes sur une plage à Sfax

De grandes quantités de poissons morts ont été découvertes sur la plage de Sidi Mansour à Sfax en Tunisie dégageant des odeurs nauséabondes, ont rapporté les médias, alors que le ministère des Affaires locales et de l'Environnement a expliqué que ce phénomène est dû à la prolifération d'algues marines microscopiques et à la hausse des températures. Des pêcheurs et des habitants de cette localité de la région de Sfax étaient surpris de la présence d'une grande quantité de poissons morts rejetés par la mer et recouvrant la plage de Sidi Mansour. Ils étaient aussi choqués par les mauvaises odeurs et la couleur de la mer, devenue rouge, depuis le 27 juin 2019, a rapporté l'agence de presse TAP. Selon les analyses préliminaires des enquêtes menées par l'Institut national des sciences et technologies de la mer (Instm- ministère de l'Agriculture), ce phénomène coïncide avec la hausse des températures, ce qui provoque un manque d'oxygène dans l'eau, d'où la mort des poissons et le dégagement d'odeurs nauséabondes. Le ministère de l'Environnement avait indiqué que les services régionaux et les structures sous sa tutelle ont déjà prélevé des échantillons pour effectuer les analyses nécessaires. Le directeur régional de l'Office national de l'assainissement (Onas) de Sfax, Mondher Khemakhem a démenti, samedi, dans une déclaration aux médias, des informations relayées par des habitants et des pêcheurs de la région, sur le déversement d'eau usée dans la mer à cause de fuites dans le réseau. Il a souligné que «la station d'assainissement fonctionne normalement et aucune panne n'a été enregistrée au cours de la période écoulée». Les habitants et les pêcheurs de la région de Sidi Mansour avaient observé, au cours des derniers jours, un changement de la couleur de l'eau de mer sur la plage de la côte nord, des odeurs nauséabondes outre l'apparition d'une quantité importante d'algues rouges et de poissons morts rejetés par la mer, selon les médias. **L. M.**

Cachemire

## 35 morts dans un accident de bus

Trente-cinq personnes ont péri hier, au Cachemire sous contrôle indien dans un accident de circulation survenu suite au renversement d'un bus dans une gorge, a annoncé la police dans un nouveau bilan. Le véhicule de transport collectif est sorti de la route dans la région isolée de Kishtwar (nord) et s'est écrasé en contrebas, a indiqué à l'AFP un responsable policier, M. K. Sinha. 35 passagers sont morts dans l'accident et 17 autres ont été blessés, a annoncé le responsable local, Angrez Singh Rana. Un précédent bilan officiel faisait état de 26 morts et 10 blessés. Les accidents de la route sont fréquents dans les régions montagneuses du nord de l'Inde, en raison du relief, de vitesses excessives et de véhicules surchargés. Un accident distinct dans l'Etat voisin d'Himachal Pradesh hier, a tué trois écoliers et leur chauffeur, a rapporté l'agence Press Trust of India (PTI). La semaine dernière, 11 élèves en route pour un pique-nique ont péri lorsque leur car est tombé dans le vide dans le district de Shopian au Cachemire. **K. T.**

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr



Saison estivale

## Plus de 80 000 policiers mobilisés



Plus de 80 000 policiers ont été mobilisés par la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn), au titre du plan sécuritaire spécial été, visant à sécuriser le citoyen et ses biens, à travers une série de mesures préventives et sécuritaires. «Un dispositif sécuritaire efficace a été mis en place à titre préventif, à la faveur du déploiement des bridages mobiles et pédestres au niveau des lieux très fréquentés par les citoyens, à l'instar des marchés, gares routières, places publiques et différentes plages, en sus de l'envoi de patrouilles aux quartiers qui enregistrent des tentatives de cambriolage de maisons dont les propriétaires sont partis en vacances, en veillant à assurer une intervention rapide en cas d'atteinte à la sécurité publique». «69 postes de police ont

été mis en place pour la prise en charge de 100 plages autorisées à la baignade, dotés de tous les moyens et équipements nécessaires à même de permettre aux éléments de la police d'accomplir pleinement leur mission, et de renforcer les brigades opérationnelles chargées de l'assainissement de la voie publique et de la lutte contre les formes d'atteinte aux règles de santé, d'hygiène publique et à l'environnement urbain». Au niveau des postes frontaliers, «un programme a été tracé dans le but de renforcer les mesures devant améliorer les prestations et services de police et faciliter l'entrée et la sortie du territoire national dans les meilleures conditions, à la faveur de la dotation des unités en techniques modernes et la garantie de l'efficacité du contrôle facilitant le transit des voyageurs et la préservation

de leur sécurité». La Dgsn veille aussi à l'intensification de ses contacts pour «sensibiliser les citoyens, notamment en matière de sécurité routière, de lutte contre la consommation de drogue, et des moyens d'interaction avec les services de sécurité, à travers l'organisation de foires et expositions de proximité, au niveau des places publiques, la distribution de dépliants, l'animation de conférences et l'organisation de cours de sensibilisation». Les services de Sûreté nationale ont enregistré durant le Ramadhan «plus de 246 000 interventions dans le cadre des opérations de secours effectuées au niveau de la RN, de la lutte contre les atteintes contre les personnes et les biens, et l'usage illicite de la drogue, outre 66 066 activités de sensibilisation à la sécurité routière». **Reda A.**

ACTU...

Pologne et en Lituanie

## La canicule provoque une vague de noyades

Près de 150 personnes se sont noyées en juin en Pologne et en Lituanie voisine où les températures ont battu des records de chaleur, ont annoncé lundi les autorités des deux pays. En Pologne, selon le Centre polonais pour la sécurité (RCB), 113 personnes sont mortes noyées en juin, dont 10 dimanche, dans ce pays de 38 millions d'habitants. «Au gré des vagues de chaleur successives, nous n'avons pas connu une seule journée en juin sans que quelqu'un se noie», a déclaré Bozena Wysocka, porte-parole du RCB, précisant que 90% des victimes étaient des hommes. La consommation d'alcool et l'imprudence ont été les principales causes de ces noyades. En Lituanie, 32 personnes, dont 26 hommes, se sont noyées en juin, le bilan le plus élevé depuis cinq ans sur la période, selon les services incendie et sauvetage de ce pays balte de 2,8 millions d'habitants. La Pologne a connu sa plus haute température jamais enregistrée en juin, à 38,2 degrés Celsius. En Lituanie, les températures ont grimpé en juin jusqu'à 35,7 degrés Celsius, poussant les autorités à fermer des écoles et menaçant de diminuer les récoltes. **O. T.**

Chine

## Une personne tuée par des éléphants sauvages

Des éléphants sauvages ont attaqué mortellement une personne dimanche dans la province du Yunnan dans le sud-ouest de la Chine, ont indiqué hier, les autorités locales. M. Cao, un cultivateur de thé âgé de 51 ans originaire du district de Mojiang, a été attaqué et tué par un troupeau d'éléphants d'Asie sauvages alors qu'il se dirigeait vers sa plantation dimanche vers 6h30 (heure locale) dans le village de Dahuangba de la préfecture autonome Dai de Xishuangbanna, précise l'agence Chine-Nouvelle. Les éléphants d'Asie sauvages, dont la population en Chine est d'environ 300 individus principalement répartis au Yunnan, bénéficient d'une protection de classe A dans le pays. Grâce aux efforts renforcés de protection de l'environnement et de la faune, le nombre d'éléphants d'Asie sauvages a continué de croître ces dernières années. Depuis 2014, la province du Yunnan a lancé un système d'assurances commerciales pour ses habitants pour garantir des dédommagements en cas d'attaques d'animaux sauvages. **G. B.**

Tébessa

## Un terroriste capturé

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a capturé, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, dimanche à Tébéssa, le terroriste A. Faouzi, qui avait rallié les groupes terroristes en 2017, indique hier, un communiqué du ministre de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, un détachement de l'ANP a cap-

turé, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, le 30 juin 2019 à Tébéssa/5° RM, le terroriste A. Faouzi, qui avait rallié les groupes terroristes en 2017», note la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont intercepté, suite à des opérations distinctes menées à Tamanrasset/6° RM et Djanet/4° RM, 38 orpailleurs et saisi 18 groupes électro-

gènes, 12 marteaux-piqueurs, trois détecteurs de métaux, ainsi que deux véhicules tout-terrain». Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé à Bliida/1° RM, un narcotraffiquant en possession de 11,9 kg de kif traité, alors que des garde-côtes ont arrêté, à El Kala/5° RM, deux plongeurs sans autorisation et saisi des moyens de plongée et de pêche». **R. N.**